



Atelier de formalisation du Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC)



18-20 février 2015, Abidjan, Côte d'Ivoire

COMPTE-RENDU DES TRAVAUX & SYNTHESE DES PRINCIPAUX RESULTATS



Avril 2015

Table des matières

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS	II
RÉSUMÉ EXÉCUTIF	III
EXECUTIVE SUMMARY	VI
1 INTRODUCTION	1
2 LA CEREMONIE D’OUVERTURE	2
3 DEROULEMENT DES TRAVAUX	3
3.1 DIAGNOSTIC DES SCAR EN AFRIQUE DE L’OUEST ET DU CENTRE	3
3.2 QUELQUES EXEMPLES DE REPONSE AUX DEFIS DES SCAR EN AOC.....	6
3.3 LA VISION, LA MISSION ET LES AXES STRATEGIQUES DE RESCAR-AOC	9
3.4 DEMARCHE D’INTERVENTION, STRUCTURATION ET GOUVERNANCE DE RESCAR AOC	10
3.5 SYNERGIES ET PARTENARIAT.....	12
4 PRINCIPAUX RESULTATS DE L’ATELIER	14
4.1 L’ETAT DES LIEUX DES SCAR EN AOC A ETE ETABLI.....	14
4.2 LES ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET LA DEMARCHE DE RESCAR-AOC ONT ETE VALIDEES.....	15
4.3 LES OPPORTUNITES DE DEVELOPPEMENT DES SYNERGIES ONT ETE IDENTIFIEES.....	17
4.4 LE SYSTEME DE GOUVERNANCE DE RESCAR-AOC EST VALIDE.....	17
4.5 LES ELEMENTS DU PLAN D’ACTION 2015 - 2016 DE RESCAR ONT ETE ELABORES	19
5 LA CEREMONIE DE CLOTURE	20
6 CONCLUSION	21
ANNEXES	22
ANNEXE 1. LISTE DES PARTICIPANTS.....	22
ANNEXE 2. PROGRAMME DE L’ATELIER.....	28
ANNEXE 3. RESULTATS DES TRAVAUX DU GROUPE SUR LA VISION, LA MISSION ET LES AXES STRATEGIQUES	30
ANNEXE 4. RESULTATS DES TRAVAUX DE GROUPE SUR LA STRUCTURATION ET GOUVERNANCE	33

Liste des tableaux

TABLEAU 1. LES AXES STRATÉGIQUES ENVISAGÉS POUR RELEVER LES DÉFIS DES SCR	9
TABLEAU 2. VISION, MISSION, OBJECTIFS ET AXES STRATEGIQUES DE RESCAR-AOC	15
TABLEAU 3. ACTIVITES ET SOUS-ACTIVITES IDENTIFIEES POUR LES DIFFERENTS AXES STRATEGIQUES	16

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

AFAAS	: African forum of agricultural advisory services
AG	: Assemblée générale
ANADER	: Agence nationale d'appui au développement rural
AOC	: Afrique de l'Ouest et du Centre
ARAS	: Agricultural and rural advisory services
CAGAF	: Cellule d'appui à la gestion administrative et financière
CAMES	: Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur
CASP	: Conseil agro-sylvo-pastoral
CEDEAO	: Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEEAC	: Communauté économique des Etats de l'Afrique Centrale
CEMAC	: Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale
CEP	: Champ école des producteurs
CER	: Communauté économique régionale
CIRAD	: Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
CORAF/WECARD	: Conseil ouest et centre-africain pour la recherche et le développement agricoles
CP	: Comité de pilotage
EFA	: Exploitation familiale agricole
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
FAR	: Réseau International Formation Agricole et rurale
FBS	: Farmer business school
FNDASP	: Fonds national de développement agrosylvopastoral
GFRAS	: Global forum for agricultural advisory services
GT	: Groupe de travail
IAR4D	: Integrated agricultural research for development
IP	: Innovation platform
MEAS	: Modernizing extension and advisory services
MITA	: Marchés des innovations et des technologies agricoles
NGO	: Non-governmental organization
NIFAAS	: Nigerian forum of agricultural advisory services
ONG	: Organisation non-gouvernementale
OP	: Organisation des producteurs
PDDAA	: Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique
PI	: Plateforme d'innovation
PNIA	: Programme national d'investissement agricole
PO	: Producers organisations
PPAAO	: Programme productivité agricole en Afrique de l'Ouest
PRIA	: Programme d'investissement agricole
REGICA	: Réseau pour la Gestion de l'Information, de la Communication et des Connaissances Agricoles
RESCAR-AOC	: Réseau des services de conseil agricole et rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre
S3A	: Science Agenda for Agriculture in Africa
SNCASP	: Système national de Conseil agro-sylvo-pastoral
SNRA	: Système national de recherche agricole
SRI	: Système de riziculture intensive
TIC	: Technologies de l'information et de la communication
UEMOA	: Union monétaire et économique ouest africaine
WAAPP	: West Africa agricultural productivity program
WCA	: West and Central Africa

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) émerge depuis 2010 avec la vocation d'être un des principaux outils d'opérationnalisation des politiques agricoles sous-régionales conçu pour contribuer au développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC). L'atelier de formalisation de RESCAR-AOC organisé à Abidjan du 18 au 20 février 2015 par le CORAF/WECARD en partenariat avec le RESCAR-AOC, AFAAS, GFRAS et l'ANADER participe du processus de sa mise en place et de la définition du champ et des modalités de son action.

Cette rencontre avait pour objectif global de doter le RESCAR-AOC d'outils institutionnels et opérationnels appropriés pour apporter pleinement sa contribution spécifique dans la réalisation du développement durable en AOC. De façon spécifique, il s'agissait, au-travers de sessions plénières et de travaux de groupes, de : (i) restituer les conclusions du diagnostic des services de conseil agricole et rural (SCAR) en AOC ; (ii) consolider les orientations stratégiques de RESCAR-AOC ; (iii) valider son dispositif opérationnel et son plan d'action; (iv) identifier les opportunités de synergie avec les autres acteurs institutionnels de développement agricole en AOC.

Ouvert par Monsieur Minaya Siaka Coulibaly, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture de Côte d'Ivoire, représentant le Ministre empêché, l'atelier a réuni 70 participants comprenant : (i) des représentants des directions / agences nationales de conseil agricole des pays d'AOC; (ii) des délégués des fora nationaux de SCAR, des responsables du PPAO, de AFAAS, du GFRAS, des organisations sous-régionales des producteurs, (iii) responsables du CORAF/WECARD, des communautés économiques et monétaires sous-régionales (CER), (iv) des partenaires au développement et, (v) des personnes ressources.

Diagnostic des SCAR en AOC : un paysage en recomposition marqué par de nouveaux acteurs, des innovations méthodologiques et institutionnelles, des défis de durabilité et de changement d'échelle et le besoin d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande des SCAR

L'état des lieux des SCAR établi à partir d'une analyse documentaire et d'une conférence électronique a mis en évidence les principaux changements intervenus ces deux dernières décennies et les principaux défis et tendances lourdes qui en découlent. Les résultats validés par les participants à la rencontre font état de la prédominance de la petite agriculture familiale et d'un développement timide de l'agrobusiness. De nouveaux instruments institutionnels (PDDAA, politiques agricoles sous-régionales, organisations des acteurs etc.) et des dynamiques organisationnelles (multiplicité des réseaux, existence de fora nationaux de SCAR en AOC) sont apparus. Les TIC, les approches participatives, mais aussi les méthodes et outils innovants de SCAR se sont développés. Les fournisseurs de SCAR se sont diversifiés (services étatiques, organisations de producteurs, secteur privé, ONG). L'adéquation entre les offres et les demandes des producteurs en SCAR est insuffisante. Les demandes sont majoritairement d'ordre technico-économiques, le plus souvent calées sur les services potentiels du fournisseur plutôt que sur les besoins réels des utilisateurs. L'accès de ces derniers aux résultats de la recherche reste faible, mais le développement des médias et des TIC offre des opportunités pour améliorer l'accessibilité des utilisateurs aux connaissances et innovations. Les fournisseurs de SCAR essaient d'adapter aux besoins des producteurs leur offre déjà plus ou moins prédéfinie. Celle-ci est insuffisante au plan quantitatif (nombre de producteurs touchés) et qualitatif (catégories de producteurs touchés, thèmes traités), et est variable selon les chaînes de valeur, les services et les zones géographiques. De plus, les femmes et les jeunes, et certains thèmes stratégiques ou émergents (gestion des exploitations, agroécologie, insertion au marché etc.) sont peu ou pas pris en compte dans l'offre des SCAR. En outre, le profil du conseiller est souvent en décalage avec une demande diversifiée et évolutive des utilisateurs. Mais, le renouvellement du profil et des compétences des conseillers est un processus lent et encore insuffisamment assuré. Le déficit de l'offre s'explique par le souci d'optimiser les ressources, le manque de compétences etc. L'émergence des approches participatives et la structuration croissante des organisations des producteurs et des interprofessions permettent d'améliorer la fiabilité et la pertinence des demandes.

Des tendances lourdes se font jour dont : le pluralisme du paysage des SCAR aussi bien en termes d'acteurs que des méthodes et outils, le partenariat public/privé, le rôle accru des TIC ; la décentralisation et l'ouverture des systèmes d'innovation agricole ; les besoins en développement des compétences des acteurs plus urgents qu'en diffusion des connaissances et innovations et ; le besoin accru de documenter davantage et de mieux communiquer sur les effets et impacts des SCAR.

Cette analyse a mis en évidence sept grands défis à relever pour une meilleure contribution des SCAR au développement agricole et rural durable en AOC : (i) améliorer la couverture géographique et thématique des SCAR ; (ii) assurer le changement d'échelle et la durabilité des méthodes et outils innovants généralement introduits dans le

cadre des projets ; (iii) renouveler les profils des conseillers, les méthodes et les outils de SCAR ; (iv) produire et mieux gérer les connaissances dont les acteurs ont besoin pour développer leurs activités ; (v) garantir la qualité des services et la « responsabilisation » des acteurs ; (vi) consolider la concertation entre les acteurs et ; (vii) améliorer le volume, la qualité et la durabilité des financements.

Les orientations stratégiques de RESCAR-AOC : Contribuer au développement durable en AOC en facilitant des échanges et des synergies nécessaires pour l'amélioration des performances et la durabilité des SCAR

L'analyse des principaux défis au développement des SCAR a permis de définir les grandes orientations stratégiques de RESCAR-AOC. Sur la base des échanges itératifs lors de l'atelier donnant lieu à plusieurs reformulations, la vision, la mission, l'objectif et les axes stratégiques ont été arrêtés en insistant sur le positionnement de RESCAR-AOC comme un acteur œuvrant pour la réalisation du développement durable à partir d'une contribution spécifique centrée sur une meilleure mobilisation du potentiel des SCAR.

Vision	Des services de conseil agricole et rural performants mobilisés en adéquation avec la demande pour faciliter le développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre
Mission	Offrir un espace d'échanges, de veille, d'orientation, de concertation, de renforcement des capacités et de partage des connaissances aux acteurs et parties prenantes des services de conseil agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre
Objectif global	Contribuer à l'amélioration des performances et de la durabilité des services de conseil agricole et rural
Objectif spécifique	Favoriser les échanges entre les parties prenantes des services de conseil agricole et rural aux niveaux national et régional
(A) Axes stratégiques	A1. : Gestion des connaissances ; A2 : Renforcement des capacités ; A3. : Plaidoyer et dialogue stratégique ; A4 : Réseau et partenariat.

Les résultats attendus pour chacun des quatre axes stratégiques ainsi que les activités jugées nécessaires et suffisantes pour leur réalisation ont été discutés et validés.

Axes	Résultats attendus	Activités
Axe 1. Gestion des connaissances	<i>Une plateforme régionale facilitant l'accès des acteurs aux connaissances, bonnes pratiques et innovations agricoles et rurales est mise en place</i>	(1.1) animation d'une plateforme électronique régionale de gestion des innovations et des connaissances ; (1.2) facilitation de la mise en place et consolidation des plateformes d'innovation.
Axe 2. Renforcement des capacités	<i>Les capacités d'autonomisation des acteurs (individuels et institutionnels) de SCR sont renforcées</i>	(2.1) élaboration d'une stratégie régionale de renforcement des capacités des acteurs ; (2.2) adaptation des dispositifs du conseil agricole aux contextes et à leurs évolutions ; (2.3) professionnalisation du métier de conseiller et garantie de la qualité des services
Axe 3. Plaidoyer et dialogue stratégique	<i>le potentiel des SCAR est mieux appréhendé et pris en compte dans les initiatives de développement.</i>	(3.1) mise en évidence des effets et des impacts des SCAR ; (3.2) sensibilisation sur le rôle des SCAR et des leviers pour mieux valoriser leurs potentiels ; (3.3) participation aux cadres stratégiques d'élaboration et d'exécution des opérations de développement ; (3.4) création d'un environnement institutionnel favorable au développement des SCAR
Axe 4. Réseau et partenariat	<i>les dynamiques de concertation et de partenariat entre les acteurs sont facilitées et consolidées.</i>	(4.1) appui à la création et consolidation des fora nationaux des acteurs de SCAR et leur intégration au RESCAR-AOC ; (4.2) facilitation du partage et des synergies entre les professionnels des SCAR et les autres acteurs du développement agricole et rural.

Structuration et système de gouvernance : un dispositif léger, efficient à déployer progressivement

Les mécanismes opérationnels adoptés pour le déploiement des activités de RESCAR-AOC reposent sur trois principes : le développement des synergies avec des partenaires stratégiques et opérationnels, l'application du principe de subsidiarité et le faire-faire. Les catégories d'acteurs du RESCAR AOC sont les services publics et privés de conseil, les organismes de formation agricole et rurale, les OP, les ONG, la recherche agricole, les services de financement du conseil agricole, les médias etc. Le RESCAR-AOC comprend : (i) les membres fondateurs / statutaires (les fora nationaux de SCAR ou les structures nationales ayant les fonctions identiques), (ii) les membres adhérents (organisations sous-régionales ou internationales parties prenantes aux SCAR, partenaires techniques, scientifiques et financiers) ; (iii) les membres associés ou affiliés (personnes physiques ou morales intéressées et disposées à participer aux activités de partage d'expériences et d'informations sans autres engagements formels).

Le système de gouvernance retenu pour un fonctionnement efficient de RESCAR-AOC comprend : (i) l'Assemblée Générale (AG) ; (ii) le comité de pilotage (CP), (iii) un secrétariat exécutif, (iv) la cellule d'appui à la gestion administrative et financière (CAGAF) et, (v) des groupes de travail thématiques. Les fonctions et la composition des différents organes ont été validées mais il reste à affiner la représentativité et le mode de désignation des différentes catégories membres du comité de pilotage. La mise en place du système de gouvernance de RESCAR-AOC se fera progressivement. Pendant la période transitoire de deux ans (2015 – 2016) jugée nécessaire, le pilotage de RESCAR-AOC sera assuré par un comité de suivi de cinq membres : (i) le CORAF/WECARD, (ii) les communautés économiques (CEDEAO, CEEAC) et monétaires (CEMAC, UEMOA) sous-régionales ; (iii) AFAAS ; (iv) l'ANADER et, (v) le Hub Rural. Ce comité de suivi a pour principal mandat : d'appuyer le Secrétariat intérimaire dans la mise en œuvre des actions prioritaires retenues pour la période transitoire, de promouvoir le RESCAR-AOC auprès des acteurs sous-régionaux et internationaux de développement agricole et rural et, de préparer l'AG constitutive de RESCAR-AOC. Par ailleurs, le Secrétariat exécutif intérimaire composé d'un secrétaire exécutif, d'un chargé d'un programme et d'un chargé de la communication et de la gestion des connaissances devrait être mis en place au plus tard au mois de juin 2015. Cet organe sera hébergé au sein du CORAF/WECARD et assurera le rôle et les fonctions du Secrétariat exécutif, il travaillera notamment à la réalisation du plan d'action pour 2015 et 2016 de RESCAR-AOC. Il a été retenu que Dr Patrice Djamen poursuive l'animation des activités et assure les fonctions de Secrétaire exécutif intérimaire de RESCAR-AOC pendant la période de transition. Il sera appuyé par un chargé de programme et un chargé de communication. Ces deux personnes seront mises à disposition par le CORAF/WECARD sur la période transitoire.

Plan d'action 2015 – 2016 : priorité aux activités fondatrices à effet rapide et, au renforcement de l'insertion du RESCAR-AOC dans le paysage institutionnel

Les activités prioritaires à conduire pendant la phase transitoire par le secrétariat exécutif intérimaire ont été identifiées. Il s'agira de : (i) accompagner la création et la consolidation des foras nationaux ; (ii) créer une plateforme régionale de gestion des connaissances, des innovations et des technologies agricoles et rurales ; (iii) finaliser l'état des lieux des SCAR au niveau national et régional ; (iv) concrétiser les synergies avec le WAAPP ; (v) mener des actions de plaidoyer aux échelles nationale, régionale et internationale ; (vi) renforcer les synergies entre le conseil, la recherche et la formation agricoles ; (vii) développer des projets et initiatives sous-régionaux sur le conseil agricole.. Une distinction sera faite entre les tâches relevant du Secrétariat exécutif et les activités à réaliser plutôt au niveau des pays.

Des opportunités de synergies à concrétiser

Les participants à l'atelier ont identifié des opportunités de synergies avec : le WAAPP (appui à la mise en place et au suivi des plateformes d'innovations) ; les fora nationaux des SCAR, AFAAS et le GFRAS (au-travers des actions conjointes élaborées et opérationnalisées suivant le principe de subsidiarité) ; le PDDAA (à travers l'Agenda scientifique pour l'agriculture en Afrique mis en œuvre en AOC par le CORAF/WECARD) ; les communautés économiques et monétaires sous-régionales (mise en œuvre des politiques et des programmes d'investissement agricoles).

L'atelier a été clos sur une note M. Minaya Siaka Coulibaly, qui au nom du Ministre de l'Agriculture, a remercié l'ensemble des participants pour leurs riches contributions et souligné que les résultats de l'atelier marquent une avancée importante à capitaliser dans les efforts de mobilisation du potentiel des SCAR pour le développement durable de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

EXECUTIVE SUMMARY

The West and Central Africa Network of Agricultural and Rural Advisory Services (RESCAR-AOC) emerged since 2010 with the mandate to be one of leading stakeholders for the implementation of sub-regional agricultural policies designed to contribute to the achievement of Sustainable Development in West and Central Africa (WCA). The workshop for the formalization of RESCAR-AOC held in Abidjan from 18th to 20th February 2015 by CORAF / WECARD in partnership with the RESCAR-AOC, AFAAS, GFRAS and ANADER is part of the process for its setting-up and definition of its scope and modalities of intervention.

The objective was to provide the RESCAR-AOC with appropriate institutional and operational tools necessary to fully bring its specific role in the successful implementation of sub-regional agricultural policies in WCA. Through plenary sessions and group work, the workshop was specifically aimed to: (i) present and validate results of the diagnosis of the state of agricultural and rural advisory services (ARAS) in WCA; (ii) consolidate the strategic orientation of RESCAR-AOC; (iii) validate its operational framework and action plan; (iv) identify opportunities for synergies with other agricultural and rural development institutional actors in WCA.

The workshop was launched by Mr. Minaya Siaka Coulibaly (Director of Cabinet of the Minister of Agriculture of Côte d'Ivoire) acting on behalf of the Minister of Agriculture prevented, it was attended by 70 participants including: (i) representatives of national department / agencies in charge of Agricultural extension and advisory services in WCA countries; (ii) delegates from national fora of ARAS; officials of WAAPP, AFAAS, GFRAS, sub-regional organizations of producers, (iii) officials of CORAF/WECARD, sub-regional Economic and Monetary communities (RECs), (iv) development partners and (v) resource persons.

Diagnosis of ARAS in WCA: a landscape in flux marked by new actors, methodological and institutional innovations, challenges of sustainability and scaling and a gap between supply and demand of ARAS

The state of ARAS in WCA as carried from an analysis of existing literature and results of an electronic conference highlighted the main transformations that occurred during the last two decades, key challenges and trends that are emerging. The results validated by the participants at the workshop reports the predominance of smallholders' family farms and a weak development of agribusiness. New institutional instruments (CAADP, sub-regional agricultural policies, platforms of actors etc.) have emerged, as the ICT development, participatory approaches and plurality of ARAS providers. There are significant organizational dynamics (several networks, existence of national ARAS fora etc.) and the development of ARAS innovative methods and tools whose effectiveness, sustainability and scaling are yet to be proven. It appears that there is a mismatch between supply and demand for ARAS. The demands of producers for ARAS are mainly technical and economic. The demand applications are often more determined by potential services of providers rather than on the real needs of users. The emergence of participatory approaches and increasing structuring of producers organizations can contribute to improve the reliability and relevance of demands.

The producers' access to research results is low, the development of media and ICT provides opportunities for ARAS actors to better connect research with producers. ARAS providers are diversified (public services, producers' organizations, private sector, NGOs) and they often have a more or less predefined offer that they try to adapt to the needs of producers. The presence of different suppliers of ARAS varies according to the value chains, types of services and geographic locations. Despite the diversity of suppliers, the cumulative supply of ARAS is insufficient both quantitatively (number of producers reached) and qualitatively (categories of farmers reached, themes). Women and young people are still insufficiently taken into account. Some strategic and emerging issues (farm management, agroecology, market integration etc.) are not yet adequately addressed in the provision of ARAS. There is a lag between the advisor profile and the expectations of users. The gap is even greater as the demand is diverse and changeable while the process for the renewal of extensionists' profile and skills is slow and insufficiently or poorly insured. The supply gap is attributed to the lack of resources and skills etc.

Major trends identified include: pluralism of the ARAS landscape both in terms of actors, of methods and tools; a need for a better public/private partnership; increased role of ICT; decentralization and wider opening of agricultural innovation systems; the need to develop skills of actors more urgent than the necessity to foster the dissemination of knowledge and innovations and the increased need to better document and communicate on the effects and impacts of ARAS.

This analysis revealed seven major challenges for a better contribution of ARAS to a Sustainable Development in WCA: (i) improving the geographical and thematic coverage of ARAS; (ii) ensuring the scaling and sustainability of innovative methods and tools; (iii) renewing the profiles of extensionists and ARAS methods and tools; (iv) production and better management of knowledge; (v) ensure quality of service and the accountability of actors; (vi) strengthening dialogue between stakeholders and (vii) improving the volume, quality and sustainability of funding.

Strategic orientation of RESCAR-AOC: facilitating sustainable development in WCA through enhanced exchanges and synergies that contribute to improve the performance and sustainability of ARAS

Analysis of the challenges to the development of ARAS led to the identification of the major strategic orientations for RESCAR-AOC. Based on iterative exchanges that resulted in several reformulations, the vision, the mission, the purpose and the strategic axes were defined with a focus on positioning RESCAR-AOC as a key stakeholder contributing to the achievement of sustainable development in WCA, by specifically ensuring a better mobilization of the potential of ARAS.

Vision	Effective agricultural and rural advisory services mobilized in line with demand to facilitate sustainable development in West and Central Africa
Mission	To provide a space for exchange, awakening, orientation, consultation, capacity building and knowledge sharing for agricultural and rural advisory services actors and stakeholders in West and Central Africa
Objective	To contribute to the improvement of the performance and sustainability of agricultural and rural advisory services
Specific objective	Encourage exchanges between stakeholders in agricultural and rural advisory services at national and regional levels
Strategic axes (A)	A1. : Knowledge management; A2: Capacity building; A3. : Advocacy and policy dialogue; A4: Networking and partnership

The expected results of each of the four strategic axes as well as activities considered as necessary and sufficient to achieve them have been discussed and validated.

Axes	Strategic Result	Activities
Knowledge management	<i>A regional platform facilitating stakeholder access to knowledge, best practices, rural and agricultural innovations is set up</i>	(1.1) running a regional electronic platform for the management of innovations and knowledge; (1.2) facilitating the establishment and consolidation of innovation platforms
Capacity strengthening	<i>The ARAS actors' empowerment skills (individual and institutional) are strengthened</i>	(2.1) developing a regional strategy for capacity strengthening of actors; (2.2) adapting the agricultural advisory systems set-up to contexts and their development and; (2.3) professionalizing the job of agricultural extensionist and guarantee of the quality of services.
Advocacy and policy dialogue	<i>The potential of ARAS is better recognised and taken into account in development initiatives</i>	(3.1) highlighting the effects and impacts of ARAS; (3.2) raising awareness on the role of ARAS and levers to better harness its potential; (3.3) participating in policy frameworks for the elaboration and execution of development operations; (3.4) creating an enabling institutional environment for the development of ARAS.
Networking and partnership	<i>Consultation and partnership between stakeholders are facilitated and consolidated</i>	(4.1) supporting the creation and consolidation of national ARAS actors forums and their integration in RESCAR-AOC and (4.2) facilitating the sharing and synergies between ARAS professionals and other agriculture and rural development actors.

Organization and governance system: an option for a light efficient structure to be deployed gradually

Operational mechanisms adopted for the deployment of RESCAR-AOC activities are based on three principles: the development of synergies with strategic and operational partners, the principle of subsidiarity and the

contractualization. The categories of RESCAR-AOC actors include public and private advisory services, agricultural and rural training organizations, POs, NGOs, research, private sector, organizations funding ARAS activities media etc. The typology of RESCAR-AOC members includes three categories: (i) the statutory / founding members (ARAS national fora or national structures with similar functions), (ii) adherent members (sub-regional and international organizations with interest in ARAS, technical, scientific and financial partners); (iii) the partners or affiliates (physical or legal persons interested and willing to participate in the sharing of experiences and information activities without further formal commitments).

The governance system adopted for the efficient functioning of RESCAR-AOC includes: (i) General Assembly (GA); (ii) Steering Committee (SC), (iii) an Executive Secretariat, (iv) the administrative and financial management support unit (CAGAF) and (v) thematic working groups. The functions and composition of the various bodies have been validated but the representativeness and the selection mode of different categories of members for the steering committee are yet to be refined. The establishment of RESCAR AOC-governance system will be gradual. A transitional period of two years (2015 - 2016) was deemed necessary. During this period, the steering of RESCAR-AOC will be ensured by a five-member follow-up committee composed of representatives from the following organizations: (i) CORAF/WECARD, (ii) sub-regional economic (ECOWAS, ECCAS) and monetary (CEMAC, UEMOA) communities; (iii) AFAAS; (iv) ANADER and (v) the Rural Hub. The primary mandate of this committee is to: support the interim Executive Secretariat in the implementation of priority activities identified for the transitional period (2015 - 2016), promote RESCAR-AOC to sub-regional and international development agricultural and rural actors, and to prepare the constitutive GA of RESCAR-AOC. Furthermore, it was agreed that an Interim Executive Secretariat composed of an Executive Secretary, a program officer and a communication and knowledge management officer will be established by June 2015 the latest. This body will be hosted within CORAF/WECARD and ensure the role and functions of the Executive Secretariat, it will work in particular to the implementation of the RESCAR-AOC action plan for 2015 and 2016. It was agreed that Dr Patrice Djamen continue the facilitation of the network as the Acting Executive Secretary of RESCAR- AOC. He will be assisted by a program officer and a communication officer. These two people will be made available by CORAF/WECARD during the transitional period.

Action Plan for 2015 - 2016: priority to quick-wins founding activities, strengthening the integration of RESCAR-AOC in the regional development institutional landscape

The priority activities to be conducted by the interim executive secretariat during the transitional phase (2015 - 2016) have been identified. They will include: (i) support the creation and consolidation of national fora; (ii) create a regional platform for the management of agricultural and rural knowledge, innovation and technologies; (iii) finalize the study on the state of ARAS at national and regional level; (iv) achieve synergies with the WAAPP; (v) conduct advocacy at the national, regional and international levels; (vi) strengthen synergies between ARAS, research and training; (vii) develop sub-regional projects and initiatives on ARAS. The interim Executive Secretariat will refine and implement these activities while trying as much as possible to combine and integrate the sub-activities identified for the operationalization of strategic Axes. A distinction should be made between the tasks to be implemented directly by the Executive secretariat at the regional level and activities to be carried out rather at the country level.

Opportunities for synergies to be achieved

The participants identified opportunities for synergies with: WAAPP (support for the establishment and strengthening of innovations platforms); national fora of ARAS, AFAAS and GFRAS (through joint actions developed and operationalized using the principle of subsidiarity); CAADP (through the involvement in the operationalisation of the Science Agenda for Agriculture in Africa-S3A, whose implementation is ensured in WCA by CORAF/WECARD); economic and monetary communities sub-regional (implementation of agricultural policies and investment programs).

The workshop was closed on a note of Mr. Minaya Siaka Coulibaly who, on behalf of the Minister of Agriculture, thanked all the participants for their rich contributions and stressed that the results of the meeting are definitely an important step in efforts to better harness the potentials of the agricultural and rural advisory services for the sustainable development in West and Central Africa.

1 INTRODUCTION

1. Le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre (RESCAR-AOC) émerge depuis quelques années dans la lignée des dynamiques organisationnelles observées en divers endroits du monde. Des échanges entre les acteurs du développement rural de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) et un atelier interinstitutionnel organisé à Ouagadougou (Burkina Faso) en 2012 ont confirmé la pertinence, la plus-value et le rôle potentiel d'une telle structure. Le RESCAR-AOC entend se positionner aux côtés d'autres institutions comme un acteur œuvrant à une mobilisation plus effective du potentiel des Services de conseil agricole et rural (SCAR) pour accompagner la nécessaire transformation du secteur rural et agricole en AOC. Son intervention se veut centrée sur la demande nationale et sous régionale, tout en adhérant au principe de subsidiarité et en tenant compte des cadres stratégiques de développement agricole et rural existants en Afrique en général et en AOC en particulier. Il se met progressivement en place avec l'appui du Conseil Ouest et Centre Africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF/WECARD). Ce déploiement se fait sous la tutelle de plusieurs partenaires dont le Forum Africain des services de conseil agricole (AFAAS) et le Forum mondial pour le conseil rural (GFRAS).
2. Le CORAF/WECARD a appuyé la réalisation d'un ensemble d'activités visant l'élaboration des mécanismes opérationnels et le développement institutionnel qui permettraient à RESCAR-AOC d'assurer une réalisation efficiente de ses objectifs contribuant ainsi à la transformation du secteur agricole et rural en AOC. Il s'est avéré important de consolider et valider les résultats de ces activités afin de pouvoir les mobiliser pleinement. C'est dans cette optique que le CORAF/WECARD en partenariat avec le RESCAR-AOC, AFAAS, le GFRAS et l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) de Côte-d'Ivoire ont organisé du 18 au 20 février 2015 à Abidjan, Côte d'Ivoire, l'atelier de formalisation du RESCAR-AOC.
3. Cet atelier a bénéficié de l'appui technique du Hub Rural et du concours financier de la Banque Mondiale, de GFRAS, d'AFAAS et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Il a réuni 70 participants (Annexe 1) : (i) des représentants des pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) zone couverte par le RESCAR-AOC, (ii) des représentants des fora et plateformes existants comme AFAAS, GFRAS, les plateformes sous-régionales des organisations des producteurs, (iii) le CORAF/WECARD, les communautés économiques régionales (CER), (iv) les partenaires au développement (v) des personnes ressources disposant d'une expertise sur la problématique du conseil agricole.
4. L'objectif global de l'atelier était de doter le Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre d'outils institutionnels et opérationnels pour accompagner les acteurs ruraux dans la transformation du secteur agricole et rural en AOC.
5. Les objectifs spécifiques de l'atelier étaient de :
 - restituer les conclusions de l'étude diagnostic des SCAR en AOC de manière à préciser la plus-value et les axes d'intervention du RESCAR-AOC pour mieux accompagner les acteurs ruraux dans la transformation du secteur agricole et rural en AOC;
 - valider le dispositif opérationnel et le plan d'action de RESCAR-AOC pour lui permettre de déployer ses axes d'interventions de façon efficiente et cohérente ;
 - consolider le plan d'action 2015 de RESCAR-AOC ;

- identifier les opportunités et modalités de subsidiarité et de synergie avec les acteurs institutionnels de développement rural en AOC;
- valider le système de gouvernance de RESCAR-AOC.

2 LA CEREMONIE D'OUVERTURE

6. La cérémonie d'ouverture de l'atelier était présidée par Monsieur Minaya Siaka Coulibaly, Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture de la République de Côte d'Ivoire.
7. A la suite du mot de bienvenue délivré par Madame Nicole Apling-Kouassi, Directrice Générale Adjointe de l'ANADER, cinq discours ont été prononcés : (i) Dr Aboubakar Njoya, Directeur de la Recherche et de l'Innovation du CORAF/WECARD, (ii) Dr Mercy Akeredolu, membre du conseil d'administration d'AFAAS, (iii) Mme Magdalena Blum, vice-présidente du comité de pilotage du GFRAS, (iv) Dr Jean Ndjoya, représentant de la CEEAC, et (v) Monsieur Minaya Siaka COULIBALY représentant du Ministre de l'Agriculture.
8. La représentante de l'AFAAS, Dr. Mercy Akeredolu, s'est félicitée de la participation d'AFAAS à cet atelier qui souligne sa conviction de l'importance des réseaux des services de conseil agricole pour relever les défis de la sécurité alimentaire, de la pauvreté, d'une mobilisation accrue du potentiel des femmes et des jeunes dans le développement de l'agriculture. Elle a assuré le RESCAR-AOC de tout le soutien d'AFAAS.
9. Le mot de GFRAS a été prononcé par Dr Magdalena Blum, Vice-Présidente de GFRAS et Chargée des systèmes de conseil agricole à la Division de recherche et de vulgarisation de la FAO. Dr M. Blum a mis l'accent sur les évolutions rapides de l'environnement de l'agriculture, et l'émergence avec la mondialisation de réseaux nationaux, régionaux et mondiaux des services de conseil. Ces changements rapides nécessitent une collaboration accrue entre tous ces réseaux. Depuis sa création en 2010, une des missions du GFRAS est justement de renforcer les dynamiques de concertation entre les acteurs et partenaires de conseil agricole. Dans ce cadre, le GFRAS apportera son soutien au RESCAR-AOC.
10. Le Directeur de la Recherche et de l'Innovation du CORAF/WECARD, Dr Aboubakar Njoya, a rappelé la participation forte du CORAF dans le processus de construction du RESCAR-AOC depuis l'atelier de Ouagadougou en juillet 2012 qui avait jeté les bases du processus de formalisation du RESCAR AOC. Il a félicité le coordonnateur du RESCAR-AOC pour le travail accompli ces dernières années qui a permis la tenue de cet atelier. Pour le CORAF, ce réseau est important car il vient renforcer les mécanismes permettant : de faire en sorte que les travaux de recherche agricole conduits en AOC soient davantage tirés par la demande, d'améliorer l'efficacité et la durabilité des canaux de diffusion des innovations et des technologies, et d'apporter un appui au CORAF dans la gestion des connaissances.
11. Le Représentant de la CEEAC, Dr Jean Ndjoya, a réaffirmé le soutien des différentes institutions régionales d'Afrique Centrale notamment de la CEEAC pour la mise en place du RESCAR-AOC.
12. Le représentant du Ministre de l'Agriculture, Monsieur Minaya Siaka Coulibaly, s'est félicité du choix de la Côte d'Ivoire pour accueillir cet atelier. Il a manifesté sa reconnaissance à l'ANADER pour toutes les mesures prises localement pour la bonne organisation de l'atelier. Il a souligné qu'en Côte d'Ivoire, le conseil agricole fait partie des grandes priorités de développement de l'agriculture (un producteur averti sait

prendre des bonnes décisions), et se place devant la recherche et le financement. Selon lui, l'agriculture ivoirienne est composée en majorité de petites exploitations aux pratiques ancestrales et la population des agriculteurs est vieillissante. Il est important de trouver des moyens attrayants pour les jeunes et les amener vers l'entrepreneuriat, et vers des techniques moins pénibles. Ensuite, le cadre de références de l'investissement agricole en Côte d'Ivoire doit pouvoir s'inspirer des résolutions de votre atelier. En effet, relever les défis, c'est beaucoup plus le fruit de l'esprit que le financement qui vient de l'extérieur. Enfin, la présence de représentants de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre, et des partenaires techniques et financiers, montre aussi la volonté d'une collaboration accrue entre les pays d'AOC, et l'intérêt porté au RESCAR AOC. Il a terminé son allocution en déclarant ouvert les travaux de l'atelier.

3 DEROULEMENT DES TRAVAUX

13. Les travaux se sont déroulés en plénière et sessions de groupes sur trois jours (Annexe 2). Ils ont été modérés par le Directeur Exécutif du Hub Rural, Dr. Yamar Mbodj. Le rapportage général de l'atelier était assuré par M. Michel Havard du CIRAD et Dr Agwu Ekwe Agwu de l'Université de Nsukka (Nigéria).
14. Les présentations faites en sessions plénières pour camper les débats ont porté sur la validation du diagnostic des SCAR en AOC, des exemples de réponses aux défis des SCAR en AOC, les axes stratégiques de RESCAR-AOC, le système de gouvernance et la démarche d'intervention de RESCAR-AOC, le plan d'action 2015-2016 et le comité de suivi de RESCAR-AOC. Des débats généraux ont été conduits pour permettre aux participants d'approfondir leurs compréhensions des présentations faites et de consolider leurs réflexions. Les présentations et débats en plénière ont été suivis des travaux de groupe qui avaient pour objectifs de : (i) passer en revue et suggérer d'éventuels ajustements au niveau des axes stratégiques de RESCAR-AOC et des mécanismes opérationnels pour le déploiement de ses activités et ; (ii) de consolider le mandat, la composition et le fonctionnement des organes statutaires de RESCAR-AOC. Les résultats des travaux de groupe ont été restitués en sessions plénières pour permettre aux participants de partager et valider au cas échéant les suggestions et recommandations formulées par les groupes. La traduction simultanée anglais-français était utilisée lors des séances plénières pour faciliter les travaux de l'atelier.

3.1 Diagnostic des SCAR en Afrique de l'Ouest et du Centre

15. L'exposé introductif du Dr. Patrice Djamen a porté sur les mutations, défis et perspectives des SCAR en AOC. Il a rappelé : (i) les définitions des services de conseil agricole et rural, en citant celle de GFRAS 2010, ii) les dimensions du conseil (transfert de technologie, conseil/aide à la décision, développement des compétences, facilitation), (iii) les fonctions du conseil. Il a aussi mis l'accent sur les principaux défis du secteur agricole et rural en AOC. ces défis sont de quatre ordres : (i) alimentaire et nutritionnel (diversifier, améliorer la qualité et intensifier durablement la production agricole) ; (ii) économique (développer l'entrepreneuriat rural, améliorer la compétitivité et la rentabilité des activités) ; (iii) environnemental (développer et appliquer des pratiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et de gestion durable des ressources naturelles) et ; (iv) politique (élaborer et mettre en œuvre des politiques cohérentes avec la participation effective de tous les acteurs du secteur agricole et rural). Il a expliqué que cet état des lieux des SCAR en AOC a été réalisé à partir d'une analyse documentaire et une conférence électronique pour disposer de connaissances actualisées sur les questions suivantes : (i) Quels sont les principales mutations intervenues au cours des 20 dernières années? (ii) l'Offre actuelle

des SCAR est-elle en adéquation avec la demande ? (iii) Quels sont les principaux défis à relever pour une meilleure contribution des SCAR au processus de développement durable en AOC ?

16. Cet état des lieux montre une prédominance des exploitations familiales agricoles (EFA), l'existence de nouveaux instruments institutionnels, le développement des TIC, des approches participatives et la pluralité des fournisseurs de SCAR. On note des dynamiques organisationnelles importantes (multiplicité des réseaux, existence de fora nationaux de SCAR en AOC), le développement de méthodes innovantes à consolider et disséminer (Formation paysan à paysan, CEP, Ecole d'entrepreneuriat agricole (FBS), Conseil aux exploitations familiales, etc.). Il ressort un manque d'adéquation entre l'offre et la demande des SCAR. Les demandes des producteurs en SCAR sont majoritairement d'ordre technico-économique. Ces demandes sont souvent plus calées sur les services potentiels du fournisseur que sur les besoins réels des utilisateurs. L'émergence des approches participatives et la structuration croissante des organisations des producteurs et des interprofessions permettent d'améliorer la fiabilité et la pertinence des demandes.
17. L'accès des producteurs aux résultats de la recherche reste faible, le développement des médias et des TIC offre des opportunités pour améliorer l'accessibilité des producteurs aux connaissances et innovations. Les fournisseurs de SCAR sont diversifiés (services étatiques, organisations des producteurs, secteur privé, ONG), ils ont souvent une offre déjà plus ou moins prédéfinie qu'ils essayent d'adapter aux besoins des producteurs. La présence des différents fournisseurs de SCAR est variable selon les chaînes de valeur, les services et les zones géographiques. Malgré la pluralité effective des fournisseurs, l'offre cumulée de SCAR est insuffisante tant au plan quantitatif (nombre de producteurs touchés) que qualitatif (catégories de producteurs touchés, thèmes traités). Les femmes et les jeunes sont encore insuffisamment pris en compte. Certains thèmes stratégiques ou émergents ne sont pas encore bien pris en compte dans l'offre des SCAR. Il y a un décalage entre le profil du conseiller et les attentes des utilisateurs. L'écart est d'autant plus grand que la demande est diversifiée et évolutive tandis que le renouvellement du profil et des compétences des conseillers est un processus lent et encore insuffisamment voire mal assuré. Le déficit de l'offre s'explique par le souci d'optimiser les ressources, le manque de compétences, etc. Des tendances lourdes se font jour (pluralisme du paysage des SCAR aussi bien en termes d'acteurs que des méthodes et outils, partenariat public/privé, rôle accru des TIC ; décentralisation et ouverture des systèmes d'innovation agricole ; des besoins en développement des compétences des acteurs plus urgents qu'en diffusion des connaissances et innovations ; nécessité de documenter davantage les effets et impacts des actions engagées).
18. Cette analyse a mis en évidence sept grands défis à relever pour une meilleure mobilisation des SCAR dans le développement agricole et rural en AOC : (i) améliorer la couverture géographique et thématique des SCAR ; (ii) assurer le changement d'échelle et la durabilité des méthodes et outils innovants généralement introduits dans le cadre des projets ; (iii) renouveler les profils des conseillers, des méthodes et les outils de SCAR ; (iv) produire et mieux gérer les connaissances dont les acteurs ont besoin pour développer leurs activités ; (v) garantir la qualité des services et la « responsabilisation » des acteurs ; (vi) consolider la concertation entre les acteurs et ; (vii) améliorer le volume, la qualité et la durabilité des financements.

19. Les débats qui ont suivi cette présentation ont mis l'accent sur les points suivants :

- Dans les SCAR, on ne parle plus de transfert de technologies aujourd'hui, mais d'innovation, aussi bien d'innovation(s) pour les technologies, que d'innovation vu comme un processus, à l'exemple de la mise en œuvre de l'approche (IAR4D) ;
- La présentation n'insiste pas suffisamment sur les relations entre les SCAR et la recherche agricole qui sont souvent faibles, il est important de préciser la forme et le contenu de ces relations ;
- L'utilisation de SCAR pour service de conseil agricole et rural demande à être clarifié, car l'on ne parle pas suffisamment des services ruraux, et cela prête à confusion ;
- Il est important de mieux faire ressortir les liens entre apprentissage (comment s'acquièrent les nouvelles compétences) la formation et conseil et de voir si ces liens s'améliorent. C'est d'autant plus nécessaire que de nombreux pays révisent les curricula dans le domaine agricole (études du réseau FAR¹) aussi bien au niveau des universités, des écoles et lycées agricoles, et de la formation des agriculteurs.

20. La seconde présentation faite par Dr. Barbara Adolph de l'IIED était un exemple du déficit des SCAR, elle abordait la problématique des SCAR dans les zones de grands barrages hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest (Mali, Sénégal, Burkina Faso). Elle a fait le constat que les attentes sur les grands barrages en termes de réduction des risques climatiques, sur la sécurité alimentaire, sur la rentabilisation des investissements, et la haute productivité ne sont pas satisfaites. La productivité est généralement plus basse que celle qui était projetée au moment de la construction (les rendements en particulier du riz sont plus faibles), la communication entre les acteurs (paysans, OP, structure de gestion) est faible, la situation des producteurs est souvent plus mauvaise qu'avant la construction du barrage etc. Malgré tout, les gouvernements et les bailleurs sont toujours intéressés à investir dans les barrages hydroagricoles. L'accès des agriculteurs aux ressources (eau et terre) contrôlées par l'Etat et les Offices est une question déterminante sur ces périmètres. Les services de conseil agricole sur les périmètres irrigués installés dans les zones de barrages sont essentiellement techniques (intensification par les intrants, etc.) et focalisés sur la production sur les parcelles irriguées avec une approche top down ; l'exploitation agricole n'est pas prise en compte dans son ensemble. L'offre et la demande de conseil sont déconnectées. La présentatrice a insisté sur les points suivants à prendre en compte dans la mise en valeur des périmètres irrigués aménagés derrière les barrages : Renforcer le rôle des OP, faciliter le dialogue ouvert et libre entre les acteurs, revoir les modalités de gestion de ces périmètres, développer les liens et partager les expériences dans les différents barrages aux niveaux national et régional, le RESCAR notamment pourra apporter une contribution déterminante dans ce sens, développer et maintenir des liens formels avec la recherche, veiller à ce que les investissements dans les barrages intègrent des volets développement institutionnels et que les bailleurs incluent le conseil agricole dans les priorités.

21. Les débats qui ont suivi ont porté sur les points suivants :

- Quelle forme d'agriculture promouvoir : compétitive, spécialisée, diversification etc. ? Comment les producteurs peuvent avoir plus de revenus ? Question d'actualité sur les périmètres irrigués entre l'agrobusiness et les exploitations familiales en termes d'investissements ; quel rôle du conseil dans la transformation de

¹ Réseau International Formations Agricole et Rurale

l'agriculture ?

- Le développement de l'approche Système riziculture intensive (SRI) pour une meilleure utilisation des inputs et de l'eau, mais qui fait débat entre ceux qui en font la promotion et ceux qui n'y croient pas ;
- La faible productivité constatée sur les aménagements est liée entre autres aux faibles rendements, aux difficultés d'accès aux intrants, à l'insécurité foncière, à la compétition entre production irriguée et pluviale, le fait aussi que les agriculteurs ne sont pas souvent préparés pour aller cultiver sur ces aménagements ;
- La question de la compétitivité des produits, en particulier du riz, est prioritaire sur les périmètres aménagés car les coûts de production sont élevés (réalisation et entretien des aménagements, pompage de l'eau) ;
- Les barrages sont des investissements de l'Etat avec l'appui de partenaires financiers, et ne dépendent pas de projets. Ils sont construits pour répondre à plusieurs objectifs : alimentation en eau, fournitures d'électricité, irrigation, etc. Il est important d'investir sur les questions institutionnelles dans les processus de négociations multi-acteurs, afin de limiter les conflits entre les agriculteurs sur l'accès aux parcelles irriguées, et avec les éleveurs transhumants, pour l'accès aux ressources pastorales ;
- Quelles sont les particularités des services de conseil sur les périmètres irrigués ? Que faut-il traiter différemment sur les périmètres irrigués : les coûts des aménagements, leur entretien etc. ? Mieux valoriser les expériences sur les autres grands périmètres, et documenter et diffuser les bonnes pratiques.

3.2 Quelques exemples de réponse aux défis des SCAR en AOC

22. La première présentation du Dr. Njoya Aboubakar, a porté sur le 2^{ième} plan opérationnel du CORAF/WECARD (2014-2018), comment il a été élaboré, et quels sont ses priorités. Il a d'abord rappelé l'histoire du CORAF/WECARD créé en 1987 et qui couvre actuellement 23 pays en AOC. Il a présenté les missions du CORAF/WECARD, son alignement sur la stratégie du PPDA et à son nouveau momentum, son dispositif, les trois thèmes structurants et prioritaires (Alimentation, santé et nutrition, marché et commerce, agriculture durable) qui seront traités dans le deuxième plan opérationnel. Le CORAF/WECARD facilite et coordonne à l'échelle sous-régionale la mise en œuvre des activités de recherche-développement en utilisant l'approche IAR4D² qui est opérationnalisée dans le cadre des plateformes d'innovation organisées autour des chaînes de valeur au niveau régional. Ces activités sont réalisées avec les systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA) et leurs partenaires. Le CORAF/WECARD gère actuellement un portefeuille de 50 projets et 25 études mis en œuvre par 335 équipes.

23. Les discussions qui ont suivi ont porté sur les points suivants :

- Les difficultés de valorisation scientifique dans le cadre du CAMES³ des travaux réalisés avec des approches participatives qui privilégient les articles à un auteur, et ne prend en compte que les trois premiers auteurs, alors que les articles publiés sur les approches participatives comprennent plusieurs auteurs de différentes disciplines ; il est souhaitable que le système d'évaluation du CAMES évolue ;
- Le CORAF/WECARD a fait le choix de l'approche IAR4D avec les PI et les chaînes de

² Integrated Agricultural Research for Development

³ Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur

valeur, tout en sachant que d'autres approches peuvent être utilisées.

- Le lien entre CORAF/WECARD et RESCAR-AOC apparaît principalement dans les programmes de Gestion des connaissances et Renforcement des capacités du CORAF/WECARD

24. La seconde présentation a été faite par Pr. Tunji Arokoyo et portait sur les fora nationaux de conseil agricole. Il a présenté l'exemple de la Nigerian Forum of Agricultural Advisory Services (NIFAAS) créée le 26/06/2011, reconnu par le Ministère fédéral de l'Agriculture et du développement rural, et hébergé au NAERLS/ABU. Les principales difficultés rencontrées par le NIFAAS sont la mobilisation de financements, le faible investissement des potentiels membres, le peu d'intérêt du secteur privé.

25. Les discussions ont porté sur les points suivants :

- L'intérêt d'analyser les processus de mise en œuvre des foras existants ; NIFAAS s'est adressée aux Foras existants pour documenter cette question ;
- Pourquoi créer une nouvelle structure (un nouvel organe) dans les pays, n'y a-t-il pas des risques de conflits ; comment convaincre nos gouvernements, les structures publiques que ces foras viennent renforcer les structures existantes ; ne peut-on pas s'appuyer sur une structure existante ?
- Le Fora est une plateforme, pas une nouvelle structure ; il ne peut pas y avoir de conflits, le fora apporte une plus-value, permet aux différents acteurs (agriculteurs, OP, privés, Etat, ONG, etc.) de se rencontrer, de faire du plaidoyer ;
- Quelle est l'utilité de créer un forum national dans chaque pays, d'autres parlent de comités etc. ? Pourquoi en avez-vous créé un ?

26. La troisième présentation du Dr. Anatole Koné Gestionnaire de l'Information et de la Communication CORAF/WECARD, a porté sur les plateformes de gestion des connaissances du CORAF/WECARD. Le présentateur a rappelé le concept de gestion des connaissances, il a donné un aperçu des différentes plateformes gérées par le CORAF/WECARD : Réseau pour la Gestion de l'Information, de la Communication et des Connaissances Agricoles (ReGICA - <http://www.corafregica.org/>), le Marché des Innovations et des Technologies Agricoles (MITA) dont l'objectif est de faire découvrir les technologies améliorées et de faciliter les échanges (information et transactions achat-vente) entre promoteurs et utilisateurs des technologies améliorées ; la plateforme WASIX sur les semences (www.wasix.net) qui a pour vocation d'augmenter et d'étendre les opportunités de commercialisation et les revenus des acteurs du secteur semencier sous-régional et, E_rails (www.erails.net) dont l'objectif est d'informer les acteurs et partenaires agricoles sur les nouvelles technologies, les pratiques et les *success stories*.

27. Les discussions ont porté sur les points suivants :

- Il est nécessaire de faire le lien et d'articuler la diversité des plateformes existantes : fiches techniques, vidéo, outils d'aide à la décision ;
- Dans ces plateformes, il est important de voir comment traduire les connaissances scientifiques dans un langage plus simple afin de faciliter leur accessibilité aux producteurs et autres acteurs qui en auraient besoin ;
- La question de l'amélioration et de la redynamisation de ces plateformes est posée, ainsi que l'implication et la plus-value que le RESCAR-AOC devra apporter aux différentes plateformes de gestion des connaissances.

28. La quatrième présentation, réalisée Dr. Simplicite Davo Vodouhé de l'Université d'Abomey-Calavi (Benin), a porté sur la professionnalisation du métier de conseiller agricole, à partir d'une expérience en Afrique du Sud.

29. Les discussions ont porté sur les points suivants :

- La professionnalisation du métier de conseiller agricole est très importante pour le RESCAR-AOC : il est nécessaire de mettre en œuvre des cursus de formation diplômante, mais aussi de voir comment valoriser et tenir compte de l'expérience et des compétences ; pour mener cette réflexion, s'inspirer de l'expérience d'autres pays, en Afrique, mais aussi dans le monde qui ont été confrontés à ces questions ; voir des articles des années 70-80 de la revue Economie Rurale, accessible en ligne, ou encore la revue Travaux et Innovations, destinés aux agents du développement rural en France ; s'inspirer aussi des expériences d'autres secteurs que le conseil ;
- Des formations spécifiques pour la professionnalisation des conseillers sont développées par EUFRAS⁴ en collaboration avec Agridea. Ces formations modulaires sont offertes aux conseillers qui ont déjà suivi une formation diplômante, mais qui manquent encore certaines des compétences dont un conseiller agricole a besoin pour bien conduire ses activités. Le Maroc va normaliser la profession, mais il faut faire attention que cette normalisation garde la flexibilité nécessaire à la fonction du conseil.

30. La cinquième présentation, faite par Monsieur Jean-Charles Faye Directeur exécutif du Fonds national de développement agrosylvopastoral (FNDASP) au Sénégal, a porté sur le financement des SCAR. M. Faye a présenté le FNDSAP qui bénéficie d'un cadre légal et statutaire (loi d'orientation agro-sylvo-pastorale de 2004). Il est pérenne et public, non lié à un projet. C'est un financement sur base compétitive et contractuelle des programmes de conseil, de formation des producteurs, et d'appui institutionnel aux OP. Il comprend deux organes de gestion : un comité de gestion et une direction exécutive. Ses ressources proviennent de la dotation annuelle de l'Etat, de contributions des filières/interprofessions, des collectivités locales, du secteur privé, des partenaires financiers, des Dons et legs. Des tests d'utilité du financement de services de conseil agricole sont en cours sur les filières anacarde, bananes, oignons, etc. Le FNDASP a développé plusieurs outils qu'il mobilise dans la conduite de ses activités, ce sont : le manuel de procédures d'agrément de prestataires publics et privés de CASP, du cahier de charges du CASP ; du manuel de contrôle et certification de la qualité du CASP et ; de la charte des acteurs pour la qualité du CASP. Cette présentation s'est achevée par l'engagement du FNDASP d'assurer le leadership et à animer le processus pour la déclinaison organique du RESCAR-AOC au Sénégal via le Système national de conseil agro-sylvo-pastorale (SNCASP) dont le FNDASP est le bras technique et financier.

31. Les discussions ont porté sur les points suivants :

- Les demandes des producteurs, mais aussi les actions en faveur des femmes et des jeunes n'apparaissent pas clairement dans le dispositif présenté ; quels sont les liens entre le FNDASP et les fonds disponible au niveau de ASPRODEB pour analyser la demande en conseil des producteurs ; le FNDSAP travaille avec l'ASPRODEB, et ces fonds sont complémentaires.
- La démarche d'élaboration, le contenu et la disponibilité des différents documents et outils (manuel de procédure, document de contrôle et de certification, charte des acteurs etc.) de travail évoqués lors de la présentation.

⁴ European Forum for Rural Advisory Services

3.3 La vision, la mission et les axes stratégiques de RESCAR-AOC

32. L'exposé introductif de Dr. Patrice Djamen a porté sur la vision, la mission et les axes stratégiques de RESCAR-AOC définis en cohérence avec les sept défis identifiés au terme du diagnostic des SCAR en AOC. La proposition de vision pour le RESCAR-AOC est « *Des services de conseil agricole et rural performants, mobilisés avec efficacité pour faciliter une transformation durable du secteur agricole et rural répondant aux défis alimentaires, économiques et environnementaux en Afrique de l'Ouest et du Centre* ». La mission de RESCAR-AOC est formulée de la manière suivante : « *Offrir un espace d'échange, de concertation, de développement des compétences, de gestion des connaissances et de construction du plaidoyer pour une mobilisation plus efficace des services de conseil agricole et rural dans les opérations de développement en Afrique de l'Ouest et du Centre* »
33. Les axes stratégiques envisagés pour traiter les défis identifiés sont au nombre de quatre : (i) gestion des connaissances, (ii) renforcement des capacités, (iii) plaidoyer et dialogue stratégique, (iv) réseau et partenariat. De tous les quatre axes, Dr Patrice Djamen a insisté sur l'importance cruciale des axes 3 et 4 qui portent respectivement sur le renforcement de capacités et le plaidoyer. En effet, dans le contexte actuel de transition les acteurs ont besoin de nouveaux repères (Tableau 1) pour saisir les opportunités et relever les défis. Par ailleurs, les décideurs et partenaires au développement ont besoin d'être sensibilisés davantage sur la plus-value des SCAR, les leviers pour mieux mobiliser leurs potentiels et les effets et impacts générés par les efforts engagés.

Tableau 1. Les axes stratégiques envisagés pour relever les défis des SCR

	A1/ Gestion des connaissances	A2/ Renforcement des capacités	A3/ Plaidoyer et dialogue stratégique	A4/ Réseau et partenariat
Améliorer la couverture géographique et thématique des SCR	xxxx	xxx	xxx	x
Assurer le changement d'échelle et la durabilité	xx	xxxx	xx	xx
Renouveler les profils des conseillers, les méthodes et les outils	xx	xx	xxxx	x
Produire et mieux gérer les connaissances	xx	xxxx	xxxx	xx
Garantir la qualité des services et la « responsabilisation »	xx	xxxx	xx	xxx
Consolider la concertation entre les acteurs	xxxx	xx	xxx	xxxx
Améliorer les financements	xx	xx	xxxx	xx

Légende. Le nombre de x est proportionnel à l'importance relative de l'axe stratégique pour relever le défi

34. Des travaux de groupe ont été conduits pour passer en revue et proposer des éventuels ajustements à ces propositions de vision, mission et des axes stratégiques. Les questions suivantes avaient été proposées pour alimenter les réflexions : (i) est-ce que les axes proposés couvrent l'ensemble du champ d'actions nécessaires pour la redynamisation des SCAR en AOC ? Si non, quels sont les ajustements nécessaires ? (ii) pour chaque axe, vérifier si les différentes activités identifiées sont pertinentes, nécessaires et suffisantes pour la réalisation du résultat stratégique? Quels sont les risques susceptibles d'affecter la réalisation du résultat stratégique? Quels sont les

partenaires stratégiques à mobiliser pour le déploiement ? Quelles sont les premières activités, réalistes et peu coûteuses, par lesquelles RESCAR-AOC pourrait commencer?

35. La présentation des résultats du groupe a montré que des ajouts, des commentaires, des observations ont été apportés à la note de présentation par les membres du groupe (annexes) :

- Les définitions de la vision, de la mission, des objectifs ont été revus ;
- Les défis et les axes stratégiques ont été validés sans changement ;
- Des regroupements et des ajouts d'activités ont été apportés aux différents axes.

Les participants de l'atelier ont proposé de résumer les définitions de la vision et de la mission.

3.4 Démarche d'intervention, structuration et gouvernance de RESCAR AOC

36. L'exposé introductif de Dr. Patrice Djamen a porté sur la démarche d'intervention, la structuration et le système de gouvernance de RESCAR-AOC. La démarche d'intervention est axée sur le partenariat, la subsidiarité et le faire-faire. Le financement est assuré par les projets, les subventions, les droits d'adhésion, les cotisations des membres, les prestations de service, les dons et legs. Les types de membres sont les suivants : membres fondateurs/statutaires, membres adhérents, membres associés ou affiliés. Les organes sont l'assemblée générale, le comité de pilotage, le secrétariat exécutif, et les groupes de travail.

37. Les participants ont discuté les points ci-dessous :

- Quel est l'intérêt d'une Assemblée Générale pour le RESCAR-AOC qui se veut plutôt un réseau avec une grande flexibilité en termes d'adhésion. Un réseau n'a pas forcément vocation à être formalisé. Certains participants soutenaient qu'une AG n'est pas vraiment nécessaire et contribuera au cas échéant à alourdir le processus de prise de décision et les dépenses de fonctionnement de RESCAR-AOC, un simple comité de pilotage compétent, allégé et représentatif comme dans le cas de GFRAS pourrait suffire. Mais d'autres participants, plutôt majoritaires, ont souligné la nécessité pour les membres et partenaires de RESCAR-AOC de pouvoir se rencontrer périodiquement pour échanger sur la vie et les orientations du Réseau. Des mécanismes pour alléger le coût de ces rencontres doivent être développés. En outre, il a été émis l'idée que ces rencontres des membres se tiennent dans la foulée des rencontres biennuelles sur le conseil agricole que le RESCAR-AOC organisera régulièrement avec ses partenaires ;
- une AG est doit rester ouverte à l'ensemble des membres de l'organisation, il n'est donc par nécessaire de limiter à priori le nombre de participants à l'AG à 50 personnes ; un comité de pilotage (CP) dont la taille est limitée à 10 personnes peut ne pas inclure toutes les catégories membres de RESCAR-AOC ;
- Il a été précisé qu'en dehors des organes de pilotage et de mise en œuvre, il y a plusieurs autres moyens pour les membres de participer activement à la vie du réseau à travers des échanges libres sur la plateforme, les contributions dans les groupes de travail thématique, la participation aux assemblées générales ou rencontres annuelles sur le conseil agricole en AOC. Par ailleurs, il a été rappelé que le CP est un organe de suivi de la mise en œuvre des orientations stratégiques décidées par l'AG. Tout en étant le plus représentatif possible des différents types d'acteurs membres de RESCAR-AOC, le CP doit avoir une taille restreinte pour être

efficience, seules les personnes vraiment compétentes et élues par l'Assemblée Générale doivent en faire partie.

- il est important que les utilisateurs finaux soient bien représentés dans les organes de décision et que la démarche de prise de décision se fasse toujours de la base vers le sommet pour garantir la fiabilité et la pertinence des actions ;
- le niveau la situation est variable suivant les pays ; certains sont déjà organisés, d'autres pas ; la mise en place se fera progressivement, et il est important que les participants des différents pays s'engagent au-travers de l'organisation dans leur pays ;
- la structure proposée apparaît assez lourde : comment la financer eu égard au fait que les bailleurs ne sont plus prêts à contribuer au financement de telles structures ? est-il possible d'envisager des contributions des pays ?
- la question du financement se pose aussi bien pour les organes de RESCAR-AOC que pour les dispositifs de conseil agricole sur le terrain de façon générale. Pour résoudre ce problème de financement au niveau spécifique de RESCAR-AOC, il faudra mettre en place une structure légère peu exigeante en ressources financières, mais aussi il sera nécessaire d'élaborer et mettre en œuvre un plaidoyer efficace centré sur les effets et impacts des SCAR et la plus-value de RESCAR-AOC en tant qu'acteur de développement agricole et rural durable en AOC ;
- L'absence du secteur privé à la rencontre, des représentants du secteur privé ont été conviés, mais n'ont pas pu participer ;
- Quelles participations des organisations de producteurs dans les organes de gouvernance ?
- En s'appuyant sur l'expérience d'AFAAS, ne faudrait-il pas avoir une autre alternative plus légère pour les organes de gouvernance.

38. Les travaux en groupe ont porté sur les questions suivantes : (i) Est-ce que la structuration et le mode de gouvernance sont pertinents et efficaces pour la réalisation de la mission de RESCAR-AOC ? (ii) Si non quels sont les ajustements nécessaires pour les améliorer, quelles alternatives ? (iii) quels sont les premiers groupes de travail à mettre en place ?

39. La présentation des résultats des travaux du groupe a montré que des ajouts, des observations ont été formulés par les membres du groupe (Annexe 3 et Annexe 4).

- l'hébergement du RESCAR-AOC au CORAF, et la composition du secrétariat exécutif ont été validés : un secrétaire exécutif intérimaire, un chargé de programme, un chargé de la gestion de l'information et des connaissances ;
- la création d'un comité de pilotage a été retenue, et il a été demandé d'ajouter l'organisation d'une conférence biennale sur le conseil agricole en Afrique de l'Ouest et du Centre, et de ne pas se restreindre à priori le nombre de participants à l'AG. Le comité de suivi devra faire de nouvelles propositions avant l'assemblée générale constitutive ;
- les fonctions et les tâches des différents organes de gouvernance du RESCAR-AOC ont été précisées ; mais il a été demandé de mieux définir les profils et les obligations des personnes qui sont dans les organes de gouvernance ;
- le plan de mise en œuvre des activités doit être défini, ce point a été renvoyé pour discussion en session plénière lors des échanges sur le plan d'action ;

- Il est important de réfléchir davantage à des mécanismes pertinents et efficaces qui permettraient d'assurer une bonne représentation des différentes catégories d'acteurs aux organes de gouvernance. Il faudra notamment traiter la question de la prise en compte des éleveurs et des acteurs du secteur privé ;
- le rôle et la place d'AFAAS et de GFRAS dans les organes de gouvernance doivent être définis ;
- la question de la localisation future du RESCAR-AOC n'a pas été discutée, elle sera étudiée par le comité de suivi qui sera mis en place au terme de l'atelier.

3.5 Synergies et partenariat

40. Le premier exposé du Dr. Jean Ndjoya a porté sur le rôle potentiel des services de conseil agricole et rural dans la mise en œuvre des politiques sous-régionales de développement agricole. L'orateur a présenté le contexte agricole en Afrique Centrale, caractérisé principalement par une augmentation plus rapide de la population que de la production agricole, se traduisant par un recours de plus en plus important aux importations de biens alimentaires dont la valeur a été multipliée par deux entre 2005 et 2009. Il a rappelé le contenu, les principes et la stratégie de mise en œuvre de la politique agricole commune de la CEEAC. L'opérationnalité de la PAC/CEEAC se faisant par le PNIA (Programme National d'Investissement Agricole) au niveau national et le PRIA (Programme Régional d'Investissement Agricole) au niveau régional, qui sont des instruments de la mise en œuvre du PDDAA (Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique), volet agricole du NEPAD. Le PDDAA a été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement à Maputo en 2003. Son objectif est d'assurer une croissance soutenue et durable des économies grâce à une stratégie pilotée par l'agriculture. Le pilier 4 du PDDAA porte sur la recherche, la diffusion et l'adoption des technologies dont la responsabilité de mise en œuvre a été confiée au FARA qui l'a déléguée au CORAF/WECARD pour la sous-région Afrique de l'Ouest et du Centre. Les différents types de conseil agricole ont un rôle important à jouer sur cette question : conseil technique spécialisé, conseil de gestion aux exploitations agricoles, conseil à l'accès au marché, conseil à l'organisation et à la planification.
41. Le second exposé du Dr. Niéyidouba Lamien, a porté sur la présentation du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'ouest (PPAAO/WAAPP). Ce Programme est rattaché au pilier 4 du PDDAA (recherche, diffusion et adoption des technologies), et comprend 4 composantes. Il a appuyé la mise en place de 9 centres nationaux de spécialisation principalement sur les filières (riz, maïs, oignon, etc.). Il vise l'accroissement du nombre de technologies générées : variétés de culture, outils de mécanisation (récolte manioc, semoir riz, canne planteuse), farine composée avec des céréales locales, races animales, aquaculture, etc.. Pour la diffusion des technologies, le WAAP s'appuie sur les systèmes nationaux de vulgarisation agricole, les plateformes d'innovation, les villages et école d'adoption, le e_vulgarisation, les films, le marché des innovations et des technologies améliorées, etc. Il stimule les échanges de technologies entre les pays.
42. Le troisième exposé du Dr. Martha Hartmann, University of Florida, réseau RELASER, a porté sur le programme de développement des capacités des jeunes et des femmes. Elle s'est appesantie sur les points suivants : i) que faire pour impliquer les femmes et les jeunes (promouvoir l'égalité des genres, créer des opportunités pour les jeunes, etc.), ii) Comment le faire ? (renforcer les capacités des pauvres, des femmes et des jeunes, mettre en place des programmes flexibles, etc.) ii) avec qui travailler (les organisations et associations, les institutions d'enseignements et de formation, les services étatiques,

le secteur privé). Elle a ensuite présenté l'exemple du PLEMP au Paraguay (USAID-HED Women's Leadership Program in Paraguay).

43. Le quatrième exposé du Dr. Mercy Akeredolu, AFAAS, a porté sur la présentation du forum africain des services de conseil agricole (AFAAS). Son exposé a traité des principes d'AFAAS, son objectif, sa vision et sa mission, et ses activités (plateforme de débat sur les services de conseil agricole, études sur les SCA, créer une base de données sur les meilleures pratiques, organiser des échanges). Il mène aussi des activités de renforcement des compétences des dispositifs de service, de plaider auprès des politiques et des bailleurs de fonds. AFAAS compte 40 pays africains membres, dont une dizaine ont des foras nationaux, les autres étant dans le processus de création de ces foras. Certains Fora ont des statuts : Société limitée par garantie sans capital (Ouganda), Institut (Nigeria), Ong (Ghana). AFAAS a organisé trois colloques, a un site internet et une plateforme virtuelle, etc. Elle a développé des partenariats avec GFRAS, FARA, CORAF, NRI, CABI, Helvetas, INNODEV, KIT, etc.
44. Le cinquième exposé du Dr. Magdalena Blum, GRAS, a porté sur un aperçu du GFRAS et de ses liens avec les Fora. Elle a présenté la mission, les fonctions (Plaidoyer, développement d'approches de conseil, renforcer les capacités des acteurs et des fora), la gouvernance et les statuts, le comité de pilotage (12 membres), les groupes de travail (RAS et genre, politique de conseil agricole, etc.). En 2015 et 2016, ses activités sont l'élaboration du plan stratégique 2016-2020, l'initiative sur les bonnes pratiques, l'e-learning, etc. GFRAS a des partenariats avec la FAO, GIZ, Modernizing Extension and Advisory Services (MEAS), programmes of the CGIAR.
45. Peu de questions ont été posées sur ces exposés :
- Avant de créer de nouveaux réseaux, il faut voir si ceux qui existent sont durables, et savoir exactement ce qu'il faut faire, quelles sont les stratégies appropriées pour les rendre plus dynamiques et durables.
 - La création de nouveaux réseaux /fora nationaux n'est pas forcément nécessaire, elle doit être traitée au cas par cas selon les situations rencontrées, car il faut éviter de mettre en place un réseau qui va faire la même chose que des structures existantes engendrant ainsi des conflits de compétences ; il faudra donc être très attentif aux fonctions des fora.

4 PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ATELIER

46. Les résultats des discussions et débats de l'atelier, ont permis de définir les fonctions et les contours du Réseau des Services de Conseil Agricole et Rural d'Afrique de l'Ouest et du Centre pour accompagner les acteurs agricoles et ruraux dans la transformation du secteur agricole et rural en AOC. Concernant les résultats spécifiques, l'atelier a permis d'arriver aux conclusions et recommandations suivantes :

4.1 L'état des lieux des SCAR en AOC a été établi

47. L'état des lieux sur les mutations, défis et perspectives des SCAR en AOC montre une prédominance des EFA, l'existence de nouveaux instruments institutionnels, le développement des TIC, des approches participatives et la pluralité des fournisseurs de SCAR. Il met en évidence des dynamiques organisationnelles importantes, le développement de méthodes innovantes à consolider et disséminer, les tendances majeures des SCAR (pluralisme du paysage acteurs et méthodes et outils, partenariat public/privé, rôle accru des TIC, besoins de compétences des acteurs, plus de synergies pour développer les effets, et les impacts). Les principaux défis et perspectives de cet état des lieux sont au nombre de 7 : (i) améliorer la couverture géographique, (ii) changer d'échelle, (iii) améliorer la qualité du service, (iv) préciser les profils des conseillers, (v) produire et gérer les connaissances, (vi) consolider la concertation entre les acteurs, (vii) améliorer les financements. Il est nécessaire d'avoir une approche de réponse régionale à ces défis eu égard, notamment et entre autres, à : (i) la similitude des politiques et problématiques de développement rural de la majorité des pays d'AOC ; (ii) la régionalisation accrue de l'économie, des politiques et des actions de développement ; (iii) la nécessité de développer des échanges féconds d'expériences et des partenariats stratégiques pour plus d'efficacité et d'impacts.

48. Les participants ont validé cet état des lieux, mais ont formulé quelques observations et recommandations.

- L'utilisation du terme SCAR (Service de conseil agricole et rural) demande à être clarifié, car l'étude diagnostic et la note conceptuelle de l'atelier parlent essentiellement du conseil agricole ;
- Les SCAR s'intéressent aux innovation(s) pour les technologies, et à l'innovation vue comme un processus, à l'exemple de la mise en œuvre de l'approche (IAR4D) ;
- Les relations entre la recherche et les SCAR ne sont pas suffisamment mises en avant, et le contenu de ces relations demande à être précisé ;
- Dans les SCAR, un accent doit être mis sur la demande des producteurs, et les actions en direction des femmes et des jeunes pour mieux valoriser leurs potentiels mais aussi prendre en compte leurs besoins spécifiques.
- La présentation des SCAR sur les aménagements des grands barrages a fait ressortir des questions importantes sur le rôle des SCAR : Quel rôle du conseil dans la transformation de l'agriculture ? Quels sont les spécificités des SCAR sur les périmètres irrigués ?

4.2 Les orientations stratégiques et la démarche de RESCAR-AOC ont été validées

49. A partir des échanges sur les résultats du diagnostic des SCAR en AOC et des résultats des travaux de groupes, les orientations stratégiques de RESCAR-AOC ont été retenues et affinées. Sur la base des échanges itératifs donnant lieu à plusieurs reformulations, la vision, la mission, l'objectif et les axes stratégiques ont été arrêtés en insistant sur le positionnement de RESCAR-AOC comme un acteur œuvrant pour la réalisation du développement durable à partir d'une contribution spécifique centrée sur une meilleure mobilisation du potentiel des SCAR. RESCAR-AOC ouvrera notamment pour faciliter des échanges fructueux entre les acteurs et les parties prenantes autour de la conception et de la mise en œuvre des actions de nature à contribuer à l'amélioration des performances et de la durabilité des SCAR (Tableau 2)

Tableau 2. Vision, mission, objectifs et axes stratégiques de RESCAR-AOC

Vision	Des services de conseil agricole et rural performants mobilisés en adéquation avec la demande pour faciliter le développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre
Mission	Offrir un espace d'échanges, de veille, d'orientation, de concertation, de renforcement des capacités et de partage des connaissances aux acteurs et parties prenantes des services de conseil agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre
Objectif global	Contribuer à l'amélioration des performances et de la durabilité des services de conseil agricole et rural
Objectif spécifique	Favoriser les échanges entre les parties prenantes des services de conseil agricole et rural aux niveaux national et régional
Axes stratégiques (A)	A1. : Gestion des connaissances ; A2 : Renforcement des capacités ; A3. : Plaidoyer et dialogue stratégique ; A4 : Réseau et partenariat.

50. Les axes stratégiques pour traiter les 7 défis ci-dessus sont au nombre de quatre. Pour chaque axe, les activités et les sous-activités jugées nécessaires et suffisantes pour la réalisation du résultat stratégique ont été discutées dans le cadre des travaux de groupe et validés en séance plénière moyennant quelques ajustements (Tableau 3).

Tableau 3. Activités et sous-activités identifiées pour les différents axes stratégiques

Axes	Résultats stratégiques	Activités
Axe 1. Gestion des connaissances	Une plateforme régionale facilitant l'accès des acteurs aux connaissances, bonnes pratiques et innovations agricoles et rurales est mise en place	1.1 Animation d'une plateforme électronique régionale de gestion des innovations et connaissances
		1.2 Facilitation de la mise en place et consolidation des plateformes d'innovation
Axe 2. Renforcement des capacités	Les capacités d'autonomisation des acteurs (individuels et institutionnels) de SCAR sont renforcées	2.1 Elaboration d'une stratégie régionale de renforcement de capacités des acteurs
		2.2 Adaptation des dispositifs du conseil agricole aux contextes et à ses évolutions
		2.3 Professionnalisation du métier de conseiller et garantie de la qualité des services
Axe 3. Plaidoyer et dialogue stratégique	Le potentiel des SCAR est mieux appréhendé et pris en compte dans les initiatives sous-régionales de développement	3.1 Mise en évidence des effets et des impacts
		3.2 Sensibilisation sur le rôle des SCAR et les leviers pour les mobiliser dans les opérations de développement
		3.3 Participation aux cadres stratégiques d'élaboration et d'exécution des politiques et opérations de développement
		3.4 Création d'un environnement institutionnel favorable au développement des SCAR
Axe 4. Réseau et partenariat	Les dynamiques de concertation et de partenariat entre les acteurs sont facilitées et consolidées	4.1 Appui à la création et consolidation des fora nationaux de SCAR et leur intégration au RESCAR-AOC
		4.2 Facilitation du partage et du dialogue entre les professionnels des SCAR et les autres acteurs et partenaires du développement agricole

51. Afin de consolider les axes et les activités qui ont été validés, les participants ont formulé des observations et recommandations suivantes :

- Lors de la mise en œuvre des activités, il faudra bien distinguer ce qui relève du RESCAR-AOC au niveau régional et ce qui doit être réalisé par les fora à l'échelle nationale. Le RESCAR AOC étant principalement sur les activités d'animation, de coordination, de formation, de capitalisation et de partage au niveau régional. Il intervient en appui aux fora à qui reviennent la coordination et la mise en œuvre des activités au niveau national ;
- Les ajouts, modifications et observations apportés par les groupes de travail à la vision, la mission, les objectifs, et les activités du RESCAR-AOC devront être intégrées dans les documents stratégiques et de présentation du RESCAR-AOC.

4.3 Les opportunités de développement des synergies ont été identifiées

52. La démarche d'intervention du RESCAR-AOC est axée sur le partenariat, la subsidiarité et le faire faire. Les présentations et discussions lors de l'atelier ont permis d'identifier des synergies avec des acteurs institutionnels :

- le PDDAA qui vise à assurer une croissance soutenue et durable des économies grâce à une stratégie basée sur l'agriculture, et plus particulièrement le pilier 4 (recherche, diffusion et adoption de technologies) dont la responsabilité a été confiée au FARA qui l'a déléguée au CORAF/WECARD qui héberge le RESCAR-AOC ;
- les communautés économiques et monétaires sous-régionales (CEDEAO, CEEAC, CEMAC, UEMOA) : les participants à l'atelier ont souligné que le RESCAR-AOC sera un outil pour la mise en œuvre des politiques agricoles sous-régionales des communautés économiques et monétaires d'AOC ;
- le programme gestion des connaissances et les centres nationaux de spécialisation du CORAF/WECARD, et avec les autres organisations sous-régionales de recherche et de développement agricole ;
- les fora nationaux des SCAR, l'AFAAS et le GFRAS au-travers d'actions conjointes ;
- le WAAPP avec lequel des convergences sont à concrétiser.

4.4 Le système de gouvernance de RESCAR-AOC est validé.

53. Le RESCAR-AOC a vocation à réunir les différentes catégories d'acteurs impliqués dans la demande, la fourniture et/ou l'accompagnement des SCAR. Les services publics techniques, la formation agricole et rurale, les OP, le secteur privé, les ONG, la recherche agricole, les média etc. Le RESCAR-AOC aura trois type de membres : (i) les membres fondateurs / statutaires (Fora nationaux ou structures nationales ayant la même vocation) ; (ii) les membres adhérents (organisations sous-régionales ou internationale, conduisant des activités relatives aux SCR et qui adhèrent à la mission et aux textes réglementaires du Réseau) et ; (iii) les membres associés ou affiliés (personnes physiques ou morales intéressées et disposées à participer aux activités de partage d'expériences et d'informations).

54. Le système de gouvernance proposé pour une réalisation efficiente des activités de RESCAR-AOC comprend (Figure 1) : (i) l'Assemblée Générale (AG), (ii) le comité de pilotage (CP), (iii) un secrétariat exécutif, (iv) la cellule d'appui à la gestion administrative et financière (CAGAF) et, (iv) des groupes de travail thématiques (GT).

55. L'Assemblée Générale est l'organe suprême de RESCAR-AOC, elle regroupe les membres et les partenaires de RESCAR-AOC. Elle a pour fonctions : (i) de fixer les orientations stratégiques de RESCAR-AOC ; (ii) d'approuver les textes organiques et les manuels de procédure ainsi que les éventuels ajustements de ces documents ; (iii) de développer et décider sur les plans stratégiques et le programme opérationnel du Réseau et (iv) de désigner les membres du Comité de pilotage et de statuer sur les demandes d'admission de nouveaux membres.

56. Le comité de pilotage exerce par délégation permanente de l'AG les attributions suivantes : faciliter la définition et l'application la politique générale du Réseau et de sa coordination exécutive ; assurer le suivi de la mise en œuvre du plan d'action stratégique et du plan opérationnel, des programmes d'activités et des budgets annuels ; participer aux activités de mobilisation des ressources financières ; représenter et promouvoir le RESCAR-AOC ; décider du recrutement et de la gestion du

Secrétaire exécutif et du personnel cadre du Réseau ; désigner et évaluer les activités de la Cellule d'Appui à la gestion administrative et financière (CAGAF). Le Comité de pilotage sera composé d'un groupe restreint (10 personnes au maximum) représentant : les fora nationaux de SCAR, des organisations de producteurs, des communautés économiques et monétaires, de la recherche agricole, des partenaires techniques et financiers et, du Secrétaire exécutif du RESCAR-AOC (*ex officio*).

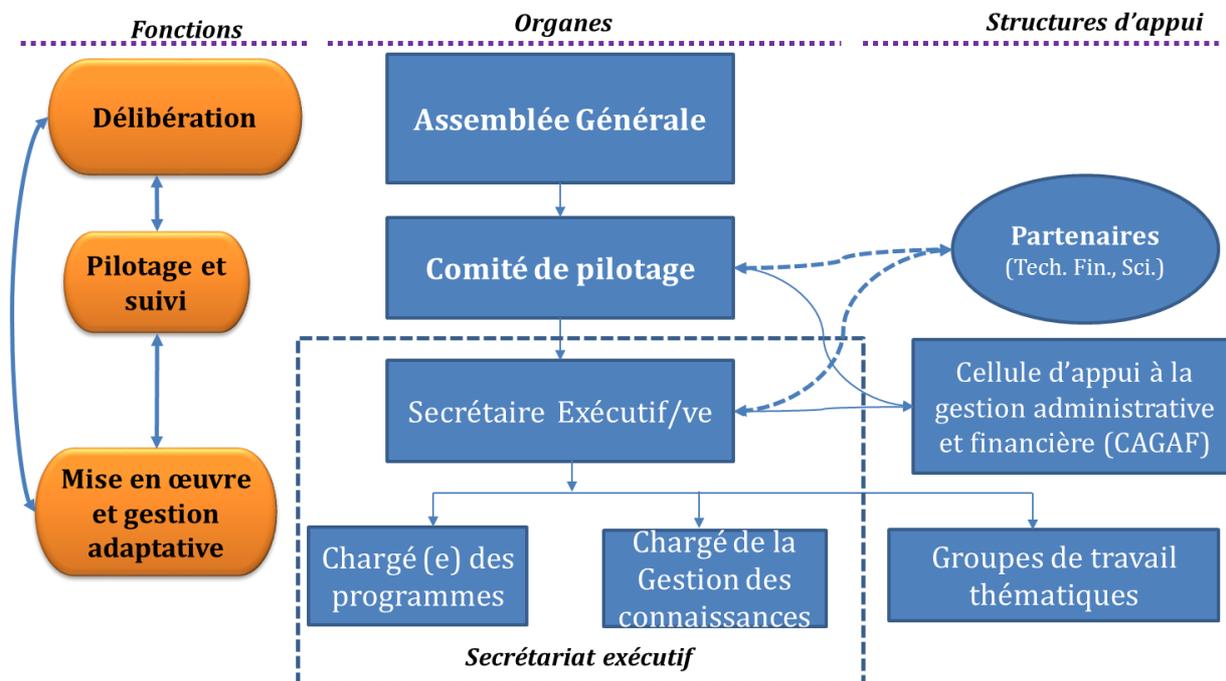


Figure 1. Les principaux organes de RESCAR-AOC et leurs fonctions

57. Le Secrétariat exécutif de RESCAR-AOC a pour principale mission de veiller à l'opérationnalisation des plans stratégiques et opérationnels du Réseau, selon l'orientation de l'AG et sous la supervision du comité de pilotage et en étroite collaboration et synergie avec les pays (fora nationaux) et d'autres expertises mobilisées ponctuellement selon les besoins. Le Secrétariat exécutif du RESCAR-AOC veille à ce que l'offre de services de RESCAR-AOC soit assurée de manière efficiente conformément à la vision et à la mission. Il est composé d'un effectif de trois personnes dont : un Secrétaire exécutif, un chargé des programmes et un responsable des technologies de l'information et de la communication. La mise en place de cette équipe doit se faire de façon progressive en fonction des ressources du réseau. Par ailleurs, l'Equipe pourra s'agrandir avec du personnel d'appui (assistante administrative, chauffeur) et des cadres (assistants de programmes, chargés d'études etc.) et/ou des consultants.

58. La cellule d'appui à la gestion administrative et financière (CAGAF) a pour principales fonctions : (i) d'appuyer le contrôle de la gestion du Réseau par le comité de pilotage ; (ii) d'établir les états financiers et d'assurer la régularité et l'exactitude des comptes du réseau et, (iii) de préparer un rapport relatant et appréciant la gestion du Réseau au vu des documents comptables afférents à l'exercice écoulé et des conventions et marchés passés au cours de cet exercice.

59. Les groupes de travail thématiques sont créés en fonction des besoins, des intérêts et de l'engagement des membres de RESCAR-OAC par le Secrétariat exécutif. Ils ont pour principales fonctions de : (i) développer des connaissances actualisées sur des thématiques bien précises ; (ii) consolider les liens et échanges d'expériences avec les

groupes d'acteurs spécifiques ou des membres de RESCAR-AOC.

60. Le secrétariat exécutif de RESCAR-AOC sera hébergé provisoirement par le CORAF ; le lieu de sa domiciliation future sera étudié par le comité de suivi.

61. Les participants à l'atelier ont beaucoup discuté le système de gouvernance proposé, et formulé les recommandations suivantes :

- étudier au cas par cas la nécessité ou non de mettre en place des fora nationaux d'acteurs des SCAR, en cherchant à s'appuyer sur les dispositifs existants et fonctionnels assurant des fonctions similaires ;
- maintenir un secrétariat et un comité de suivi transitoire pour assurer les activités d'ici la tenue de l'AG ;
- demander au secrétariat exécutif d'élaborer une proposition de statuts, de proposer la domiciliation du RESCAR-AOC, de préciser les critères de mise en place des FORA, et d'organiser une assemblée générale constitutive du RESCAR-AOC ;
- organiser une conférence biannuelle sur le conseil agricole en AOC. La première édition de cette conférence pourra se tenir dans la foulée de l'assemblée générale constitutive de RESCAR-AOC.

62. Pendant les deux ans de la période de transition :

- Un comité de suivi des résultats du présent atelier : (i) veillera à la mise en application des conclusions et recommandations de l'atelier ainsi que actions prioritaires qui ont été définies au terme de l'atelier, (ii) fera la promotion de RESCAR-AOC auprès des acteurs sous-régionaux et internationaux de conseil agricole ; (iii) préparera l'AG constitutive de RESCAR-AOC ;
- le comité de suivi sera composé de 5 membres représentant : (i) le CORAF, (ii) un représentant des communautés économiques (CEDEAO, CEEAC) et monétaires (CEMAC, UEMOA) ; (iii) AFAAS ; (iv) un représentant des Fora/agences de conseil agricole, l'ANADER a été identifiée pour occuper assurer ce rôle, (v) le Hub Rural ;
- le secrétariat exécutif intérimaire : (i) il sera mis en place au plus tard en juin 2015 et sera hébergé au sein du CORAF/WECARD ; (ii) aura les mêmes fonctions que celles définies pour le secrétariat exécutif, (iii) avec l'appui du comité de suivi, il mettra en place le plan d'action pour 2015 et 2016 de RESCAR-AOC. Il a été recommandé que pendant la période transition, Dr Patrice Djamen poursuive l'animation des activités et assure les fonctions de Secrétaire exécutif intérimaire de RESCAR-AOC.

4.5 Les éléments du plan d'action 2015 - 2016 de RESCAR ont été élaborés

63. L'atelier formule les recommandations suivantes à l'attention du comité de suivi :

- Finaliser et opérationnaliser la feuille de route pour la mise en place des organes de gouvernance, et du plan d'action ;
- Affiner le plan d'action à court et à moyen termes dont les éléments ont été identifiés dans les groupes de travail

64. L'atelier a proposé les activités prioritaires pour le RESCAR AOC en 2015 et 2016. Il s'agit de :

- Créer la plateforme régionale de gestion des connaissances, des innovations et des technologies agricoles et rurales ;

- Accompagner la création et la consolidation des foras nationaux ;
- Finaliser l'état des lieux des SCAR au niveau national et régional ;
- Concrétiser les synergies avec le WAAPP : contribuer à la diffusion à grande échelle des innovations, mettre en place et consolider des plateformes d'innovation ;
- Mener des actions de plaidoyer aux échelles nationale, régionale et internationale ;
- Renforcer les synergies entre le conseil, la recherche et la formation agricoles ;
- Appuyer la mise en place des centres d'innovation agricoles ;
- Développer des projets et initiatives sous-régionaux sur le conseil agricole.

Par ailleurs, une liste non-exhaustive d'activités initiales à engager pour l'opérationnalisation des différents axes stratégiques a été élaborée (Annexe 3). Ces activités ont été classées en deux catégories suivant le pas de temps nécessaire pour leur mise en œuvre : le court terme (2 ans) et le moyen terme (5ans). Il a été suggéré que le secrétariat exécutif intérimaire affine cette liste et en tienne compte lors de la programmation des activités pendant la période transitoire.

5 LA CEREMONIE DE CLOTURE

65. La cérémonie de clôture s'est tenue en présence des représentants du Ministre de l'Agriculture, du CORAF, de la CEEAC, du GFRAS, de l'AFAAS, de la Banque Mondiale et de l'ANADER. Les différents intervenants se sont félicités de la tenue de cet atelier, et des résultats obtenus au terme des trois journées de travail.
66. Le Directeur Général de l'ANADER, Dr Djibril Cissé, a salué les participants, et s'est dit très heureux d'avoir accueilli la réunion du RESCAR-AOC à Abidjan. Il a souligné la nécessité d'améliorer le fonctionnement des réseaux de conseil et de vulgarisation agricoles qui ne sont pas encore aussi dynamiques que les réseaux de recherche. Il a souhaité à tous les participants un bon retour dans leurs foyers respectifs.
67. Le représentant de la Banque Mondiale, le Dr. Abdoulaye Traoré, a réaffirmé la disponibilité de la Banque mondiale a appuyé le déploiement de RESCAR-AOC tout en rappelant que par le passé, elle avait engagé des investissements importants pour la mise en œuvre du système Formations et Visites dans plusieurs pays africains, avec malheureusement des résultats en deçà des attentes. La vulgarisation est aujourd'hui le parent pauvre, et il incombe à RESCAR-AOC de démontrer l'intérêt des SCAR, leurs effets et impacts et les moyens pour mieux mobiliser leurs potentiels. La Banque Mondiale attend beaucoup de RESCAR-AOC pour renouveler les approches et méthodes des SCAR et surtout faciliter l'accès des acteurs aux innovations et technologies nécessaires pour le développement de leurs activités.
68. M. Minaya Siaka Coulibaly, au nom du Ministre de l'Agriculture, a remercié l'ensemble des participants pour leurs riches contributions qui ont permis d'atteindre les objectifs de l'atelier. Il a soutenu que les résultats de l'atelier vont permettre de réaliser une avancée dans les efforts de mobilisation du potentiel des services de conseil agricole et rural pour assurer le développement durable de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

6 CONCLUSION

L'atelier de formalisation d'Abidjan a permis d'affiner les contours de RESCAR-AOC et surtout de le doter d'outils organisationnels et programmatiques pertinents et efficaces pour lui permettre d'apporter pleinement sa contribution spécifique dans les efforts de réalisation du développement durable en Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'état des lieux a mis en évidence un paysage des SCAR en AOC en pleine recomposition : les dispositifs sont davantage diversifiés, mais aussi confrontés à des défis de durabilité et de changement d'échelle et à la nécessité d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande. Les sept défis identifiés à partir de cet état des lieux sont déterminants pour le RESCAR AOC, qui s'attachera également à mieux saisir et accompagner les tendances qui se dégagent déjà plus ou moins nettement aussi bien en termes de défis que d'opportunités.

L'analyse du contexte a permis d'identifier quatre axes stratégiques complémentaires (gestion des connaissances, renforcement des capacités, plaidoyer et dialogue stratégique, réseau et partenariat) pour structurer l'intervention de RESCAR-AOC. Mais le paysage actuel marqué par des mutations et la persistance d'une faible mobilisation du potentiel des SCAR en AOC soulignent la nécessité d'accorder une attention particulière au développement des capacités et au plaidoyer et dialogue stratégique.

L'option prise pour une mise en place progressive de RESCAR-AOC sur deux ans (2015-2016) et pour un dispositif léger (développement de synergies avec les partenaires, principe de subsidiarité et faire-faire) ne pourra être concluante qu'à la condition que les fora nationaux soient fiables et que les synergies avec les autres acteurs sous-régionaux de développement agricole soient fructueuses. Par ailleurs, il est important que le secrétariat exécutif intérimaire soit effectivement en place dès juin 2015 et soit doté des moyens appropriés pour la réalisation du plan d'action retenu pour la période transitoire (2015 - 2016). Le plan d'action comprend plusieurs activités fondatrices dont la réussite influencera fortement la suite du déploiement de RESCAR-AOC. Lors de la période transitoire, la priorité doit aller aux activités à effet rapide et pouvant contribuer à l'insertion harmonieuse de RESCAR-AOC dans le paysage institutionnel de développement agricole et rural en Afrique de l'Ouest et du Centre.

ANNEXES

Annexe 1. Liste des participants

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
1	ADEKUNLE	Okunlaya	Assistant to the Director of Agricultural Extension, Ministry of Agriculture, Federal Republic of Nigeria	okunlayaadekunle@gmail.com	NIGERIA	+234-703-668-2861
2	ADARIPARE AKOSONGO	Safouratou	Director of Administration and Finance	s.adaripare@coraf.org	CORAF/WECARD	
3	ADOLPH	Barbara	Principal Researcher Food and Agriculture International Institute for Environment and Development (IIED) 80-86 Gray's Inn Road, London WC1X 8NH, UK	barbara.adolph@iied.org	UK	+44 (0)20 3436 0043 F: +44 (0)20 3514 9055
4	AGWU	Agwu Ekwe	Department of Agricultural Extension, University of Nigeria, Nsukka, Enugu State, Nigeria	agwuekwe@hotmail.com/ ekwe.agwu@unn.edu.ng	NIGERIA	+234-8034024251
5	AKEREDULU	Mercy	Winrock Rep. Regional Coordinator SAFE Programme Nigeria	makedolu@field.winrock.org	NIGERIA	00234 70 80 303116
6	ALE GONH-GOH	Ayéfouni	Directeur Général de l'Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT), Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche	aleaytin@yahoo.com	TOGO	00228 90 31 28 05
7	ALLEN	Ballo Mary	Coordonnatrice Afrique de l'Ouest Practical Action, Dakar, Sénégal	Mary.Allen@practicalaction.org.uk	SENEGAL	+221 77 881 2781 +223 74 15 84 36
8	ALPHA	Todje	Institut Togolais de Recherche Agronomique du Togo	alphatodje@yahoo.fr	TOGO	00 228 93 02 18 66

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
9	AMOUDOU	Abdou Karim Aimé	Directeur Général de l'Agence Centrafricaine de Développement Agricole (ACDA) / Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR) : 997 Bangui, République centrafricaine	amoudouabdoukarim@yahoo.fr	RCA	00 236 70015149/ 00 236 75048503
10	APHING-KOUASSI	Nicole	Directeur Général Adjoint	nicaphing1@yahoo.fr	ANADER	
11	AROKOYO	Tunji	Consultant Agriculturist and Participatory Extension Specialist & Trainer, National Agricultural Extension & Research Liaison Services, Ahmadu Bello University - Nigeria	teejayarokoyo@yahoo.com	NIGERIA	234-8037038898 +234-8052277772
12	ASSOGBA-MIGUEL	Virginie	Chef de Projet - PPAAO Bénin	virginiemiguel3@gmail.com	Bénin	+229 95 05 36 00
13	ATENGA	Emmanuel	African Forum of Agricultural Advisory Services (AFAAS) Kampala, Uganda	eatenga@afaas-africa.org	AFAAS	+256 759 050 649
14	BANGURA	Bakarri J.	Extension Director	bjbangura03@gmail.com	SIERRA LEON	00232 76 72 44 22
15	BLUM	Magdalena	Extension Systems Officer, Research and Extension Unit, Food and Agriculture Organization of the United Nations, Rome, Italy	Magdalena.Blum@fao.org	FAO	0039 06 57056980
16	CABRAL GRUNITZKY	Isabelle	Assistante Administrative	isabelle.cabral@coraf.org	CORAF/WECARD	
17	CAMARA WALLEY-GOLI	Lola Maria	Directrice du Suivi-Evaluation et Qualité		ANADER	+225 40 46 71 02
18	CISSE	Sidiki	ANADER	sdv_vet@yahoo.fr	COTE D'IVOIRE	

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
19	COULIBALY	Modibo	Directeur Régional Afrique de l'Ouest de Radios Rurales Internationales	modiboc@farmradio.org	MALI	22 365 593 479
20	COULIBALY	Amadou	Chef DCVA/DNA/BDO	amadou.coulou@yahoo.fr	MALI	66 78 82 76
21	DAN - JIMO	Baina	PPAAO Niger	bdj0709@yahoo.fr	NIGER	00227 96 99 42 93
22	DAVO VODOUHE	Simplice	Enseignant Chercheur, Université d'Abomey Calavi	dsvodouhe@yahoo.com	BENIN	
23	DIA	Moustapha	Secrétaire Permanent Réseau Bilital Maroobé (RBM) Niamey, Niger	billital@intnet.ne rbm.sen@gmail.com	RBM	+227 20 74 11 99 / 221 77533 18 55
24	DIABY	Aïssata	Directrice de la Communication et des Relation Publiques	diascom1@yahoo.fr	ANADER	
25	DIBY	Felicien		diby.felicien@conseilcafecacao.ci	CONSEIL DU CAFE-CACAO	
26	DJAMEN	Patrice	Consultant	p.djamen@gmail.com	CORAF/WECARD	
27	DJONDANG	KOYE	Institut Tchadien de Recherche Agronomique pour le Développement (ITRAD), N'Djamena, Tchad	djondang_koye@yahoo.fr	TCHAD	00235 66 26 83 09
28	FAYE	Jean Charles	Directeur Exécutif du Fonds National de Développement Agro- Sylvo-Pastoral (FNDAS), SENEGAL	jeancharles.faye@fndasp.sn	FNDASP	00221 77 561 71 70
29	GUETHEY	Bob Clark	Program Manager	bcguetey@tns.org	TECHNOSERVE	45 00 78 21/ 08 08 16 63
30	GUKA GANGALE	IGNACE	Coordonnateur Service National de Vulgarisation Agricole (SNV), RD Congo	guka_ignace@yahoo.fr	RD Congo	00273 821 912 063 00247 949 630 542
31	HARTMANN	Marta	Director and Lecturer- Institute of Food and Agricultural Sciences (IFAS)- University of Florida, USA	martah@ufl.edu	UNIVERSITE DE FLORIDE	(352) 273-2574

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
32	HAVARD	Michel	Chercheur CIRAD, Bobo Dioulasso, Burkina Faso	michel.havard@cirad.fr	CIRAD	
33	KABORE	Sawadogo Séraphine	Coordinatrice Adjointe - PPAO Burkina Faso	phinekabore@yahoo.fr	BURKINA FASO	226 70 26 78 40
34	KAMATE	Awa	Assistante Administrative	awkamate@gmail.com	ANADER	00225 43 05 46 97
35	KAMISSOKO	Gamdo	Président des femmes rurales du Mali		MALI	00223 76 22 67 05
36	KEBE	Ismael	Responsable du département Cultures d'Exportation et Production Forestières	ibkebefz@yahoo.fr	CNRA CÔTE IVOIRE	22502035278
37	KISSY	Michel	Réseau international FAR, Côte d'Ivoire	konichiwakichisan@hotmail.fr	Réseau FAR	
38	KONE	Anatole	Gestionnaire de l'Information et de la Communication CORAF/WECARD	anatole.kone@coraf.org	CORAF/WECARD	
39	KONE	Miaman	Directeur des Etudes et Consultance	miaman_kone@yahoo.fr	ANADER	00225 01 05 03 67
40	KOUAKOU	Amani Emmanuel	Responsable Technique-WAAPP Côte d'Ivoire	kouakou@firca.ci	FIRCA	
41	KOUAKOU	Annick		annick.kouakou@giz.de	GIZ	00225 07 44 44 38
42	KOUAME	Christophe	Manager	b.georges@cgiar.org	ICRAF	00225 07 06 02 51
43	KOURIBA	Aly	Secrétaire Exécutive CNRA Coordinatrice WAAPP Mali	aly.kouriba@yahoo.fr ; aly.kouriba@CNRA-MALI.ORG	MALI	Fixe: +22320236290 Port.: +22376488943 ou 65523596
44	LAGO	Ange	Chef de division Promotion et Publication	a.lago@anader.ci	ANADER	00225 01 05 03 26
45	LAMIEN	Nieyidouba	Chargé du programme WAAPP	n.lamien@coraf.org	CORAF/WECARD	00221 288 20 15

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
46	MAHAMA	Dougdje	Chef de service nationale de la vulgarisation agricole Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), Yaoundé, Cameroun	dougjemmahama2001@yahoo.fr	CAMEROUN	+237 677825834 ou 242 62 60 44
47	MAHAMAT ABDOULAYE	ALI	Directeur de l'Office National de Développement Rural (ONDR), N'Djamena, Tchad	altebaye@yahoo.fr	Tchad	(00235) 68 27 32 32
48	MBENG	Calixte	Directeur Général du Développement Rural au Ministère de l'Agriculture	mbeng8@yahoo.fr	GABON	00241 07 53 16 96
49	MBODJ	Yamar	Directeur Exécutif HUB RURAL Sacré Cœur 3 Extension, rue MZ07, villa n° 10406. BP 5118- Dakar Fann	yamarm@hubrural.org	HUB RURAL	
50	MBOMBO	Victorine	Point Focal AFAAS RDC	mbombovictorine@yahoo.fr	RD Congo	(+243) 998578658/ 810665664
51	N'DEGBEU	N'dri	Conseiller Spécial du Directeur Général		ANADER	
52	N'GUESSAN	Kouakou	Conseiller Technique du Directeur Général Adjoint	nguessanbabakan@yahoo.fr	ANADER	
53	NDENE	Simon	Responsable Technique du Fonds National de Développement Agro-Sylvo-Pastoral (FNDAS) SENEGAL	ndenesimon@yahoo.fr	FNDASP	00221 773 83 6234
54	NDJOYA	Jean	Expert en Agriculture et Développement Rural CEEAC Libreville, Gabon	indjoya@yahoo.com	CEEAC	+241 041298 91
55	NGOM	Monique	Comptable CORAF/WECARD	monique.ngom@coraf.org	CORAF/WECARD	
56	NGOUAMBE	Nestor	Ingénieur Agroéconomiste BP 492 Yaoundé; S/C SRCOOP/GIC du centre	ngouambe@gmail.com / camfaas@gmail.com	CAMEROUN	+237 679 71 78 09 ou 677 62 41 21

	Nom	Prénom	Position & Organisation	Adresse email	Pays /organisation	Téléphone
57	NITIEMA	Jean de Dieu	Directeur de la Vulgarisation et de la Recherche - Développement (DVRD), Ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la sécurité alimentaire	w.jeandedieu@gmail.com	BURKINA FASO	00226 70 53 94 67
58	NJOYA	Aboubakar	Directeur de la Recherche et de l'Innovation- CORAF/WECARD	a.njoya@coraf.org	CORAF/WECARD	
59	OUEDRAOGO	Mahamadou	ROPPA. 09 BP 884 Ouagadougou 09 - Burkina Faso	ouedrama1@yahoo.fr	ROPPA	+226 70 00 2591
60	OYEBANDJI	Oyesola	National Programme for Food Security	oyebanjioyesola@yahoo.co.uk	NIGERIA	00234 80 35 90 92 68
61	SOW	Amadou	Directeur Général de l'Agence Nationale du Conseil Agricole et Rural (ANCAR)	ancar@orange.sn	SENEGAL	00221 77 099 40 42
62	TANO KOUAME	Jean Jacques	Représentant du DGA du Conseil Coton Anacarde	tano@conseilcotonanacarde.ci ijktano@yahoo.fr	CONSEIL COTON ANACARDE	22547482646
63	TIMITE	Seydou	Directeur DPP Agence Panafricaine	timite01@live.fr	AGEF	00225 47 74 04 19
64	TOURE	Abdoulaye	World Bank, Côte d'Ivoire	Atoure4@worldbank.org	BANQUE MONDIALE	00225 07 03 37 50
65	TOURE	Mamadou			CNCE	00225 01 51 00 51
66	UGBE	Utiang	WAAPP Nigeria	utiang@gmail.com	NIGERIA	(+234)8123687427
67	YAO ATTOH	Augustin	Directeur de l'Appui aux Filières Productions Végétales et Animales	attohyao@yahoo.fr	ANADER	00225 01 05 03 30
68	YAO ATTOH	Canice Evrard	Service Autonome Juridique et Fiscal	ev_attoh@yahoo.fr	ANADER	00225 40 23 16 15
69	YUSUF	Wasiy Akimtunde	Research student University of Ibadan	ywasiu40@gmail.com	NIGERIA	00234 81 66 33 69 16
70	ZIBO	Issa	Directeur de la Vulgarisation et de Transfert de Technologies (DVTT).	ziboissa@ymail.com	NIGER	00227 92769343/ 0022797631063

Annexe 2. Programme de l'atelier

Dates et Horaires	Activités	Responsables
Jour 1. Mercredi 18 Février 2015		
Session 1 : Ouverture et cadrage de l'atelier		
9h00-9h30	1.1 Mot de bienvenue : ANADER 1.2 Discours introductifs : <ul style="list-style-type: none"> ○ CORAF/WECARD ○ AFAAS ○ GFRAS ○ CEEAC 1.3 Ouverture de l'atelier par le Ministre de l'Agriculture ou de son représentant	Mme Nicole Apling-Kouassi Dr Aboubakar Njoya Dr Mercy Akeredolu, Dr Magdalena Blum, DR Jean Ndjoya M. MINAGRI
9h30-10h00	Photos de groupe et pause-café	
10h00-10h10	1.4 Validation du programme de l'atelier	Facilitateur : Dr Yamar Mbodj
Session 2 : Validation du diagnostic des SCAR en AOC		
10h10 – 10h45	2.1 Exposé introductif : Mutations, défis et perspectives des SCAR en AOC (20 min présentation, 15min discussions générales)	Dr Patrice Djamen
11h00 - 13h00	2.2 Un exemple du déficit des SCAR : la problématique des SCAR dans les zones de grands barrages hydro-agricoles en Afrique de l'Ouest	Dr Barbara Adolph
13h00 – 14h00	Pause-déjeuner	
Session 3 : Quelques exemples de réponse aux défis des SCAR en AOC		
14h00 – 15h00	3.1 Le 2 ^{ème} plan opérationnel du CORAF/WECARD (20 min) 3.2 Les fora nationaux de conseil agricole (15min) 3.3 Les plateformes de gestion connaissances du CORAF/WECARD (15min) 3.4 Professionnalisation du métier de conseiller agricole (15min) 3.5 Approche innovante de financement des SCAR (15min)	Dr Aboubakar Njoya Pr Tunji Arokoyo Dr. Anatole Koné Dr Simplicie D. Vodouhê M. Jean-Charles Faye
15h00 – 15h30	Pause – café	
Session 4 : Les axes stratégiques de RESCAR-AOC		
15h30 – 16h00	4.1 Exposé introductif : Vision, mission et axes stratégiques du RESCAR-AOC	Dr Patrice Djamen
16h00 – 17h30	4.2 Travaux de groupe Vision, mission et axes stratégiques du RESCAR-AOC suite : (1 groupe de travail / axe stratégique)	Dr Yamar Mbodj, présidents des groupes de travail
Jour 2. Jeudi 19 février 2015		
Session 4 : Les axes stratégiques de RESCAR-AOC (suite)		
8h00 – 10h00	4.3 Restitution des résultats des travaux de groupe (1h, soit 15min/groupe de travail) et discussions générales autour des axes stratégiques de RESCAR-AOC (1h)	Dr Yamar Mbodj, rapporteurs des groupes de travail
10h00 – 10h30	Pause - café	
Session 5 : Démarche d'intervention, structuration et gouvernance de RESCAR – AOC		

Dates et Horaires	Activités	Responsables
10h30-11h00	5.1 Exposé introductif : - Démarche d'intervention - Statut juridique, typologie des membres et critères d'adhésion - Organes statutaires : mandat, composition et mode de fonctionnement	Dr Patrice Djamen
11h00 – 12h30	5.2.4 Travaux de groupe : (i) typologie de membres, critères d'adhésion et droits et devoirs ; (ii) l'Assemblée Générale ; (iii) le comité de pilotage ; (iv) le Secrétariat exécutif	Dr Yamar Mbodj, présidents des groupes de travail
12h30 – 13h30	Pause-déjeuner	
13h30 – 15h00	5.3 Structuration et système de gouvernance de RESCAR – AOC : restitution des résultats des travaux de groupe	Dr Yamar Mbodj, rapporteurs des groupes de travail
15h00 – 15h30	Pause – café	
15h30 – 17h30	5.6 Suite de la restitution des résultats des travaux de groupe suivie d'une discussion générale	Dr Yamar Mbodj, rapporteurs des groupes de travail
Jour 3. Vendredi 20 février 2015		
Session 6 : Plan d'action 2015, synergie et partenariat		
8h00 – 8h30	7.1 Plan d'action de RESCAR-AOC pour 2015	Dr Patrice Djamen
8h30 – 10h00	7.2 Synergies, liens fonctionnels et partenariats - 7.2.1 Rôle des SCAR dans les politiques agricoles sous- régionales (15min) - 7.2.2 Le Programme Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) (15min) - 7.2.3 Programme de développement des capacités des jeunes et des femmes (15min) - 7.2.4 AFAAS et les fora régionaux de SCAR (15min) - 7.2.5 Aperçu du GFRAS et de ses liens avec les Fora (15min)	Dr Jean Ndjoya Dr Lamien Dr Marta Hartmann Dr Mercy Akeredolu Dr Magdalena Blum
10h00 – 10h30	Pause – café	
10h30 – 11h30	- 7.3. Consolidation du plan d'action de RESCAR – AOC : 4 groupes de travail : (i) synergies avec le PPAAO ; (ii) principes de subsidiarité avec les fora de SCAR aux échelles infra (national) et supra (continental et mondial) ; (iii) partenariat avec les CER ; (iv) mécanismes et opportunités de financement	Dr Yamar Mbodj
11h30-12h30	7.4 Restitution en plénière des résultats des travaux	Dr Yamar Mbodj, rapporteurs groupes de travail
12h30-13h30	Pause-déjeuner	
13h30-15h30	7.5 Discussions générales et résolutions finales	Facilitateur : Dr Yamar Mbodj
15h30–16h00	Session 7 : Clôture de l'atelier	MINAGRI

Annexe 3. Résultats des travaux du groupe sur la Vision, la mission et les axes stratégiques

Questions traitées par le groupe

- Est-ce que les axes proposés couvrent l'ensemble du champ d'actions nécessaires pour la redynamisation des SCAR en AOC? Si non, quels sont les ajustements nécessaires?
- Pour chaque axe,
 - Vérifier si les différentes activités identifiées sont pertinentes, nécessaires et suffisantes pour la réalisation du résultat stratégique?
 - Quels sont les risques susceptibles d'affecter la réalisation du résultat stratégique?
 - Quels sont les partenaires stratégiques à mobiliser pour le déploiement ?
 - Quelles sont les premières activités, réalistes et peu coûteuses, par lesquelles RESCAR-AOC pourrait commencer?

Vision : Deux formulations

- Des services de conseil agricole et rural performants, mobilisés avec efficacité pour faciliter une transformation durable du secteur agricole et rural répondant aux demandes des populations et des autres acteurs de la chaîne de valeur pour relever les défis alimentaires, socio-économiques et environnementaux en lien avec les politiques agricoles de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- Des services de conseil agricole et rural performants, autonomes et mobilisés à la demande pour améliorer les conditions de vie des populations rurales en AOC.

Mission : deux formulations

- Offrir un espace d'échange, de veille, d'orientation, de concertation, de développement des compétences, de gestion des connaissances pour améliorer les conditions de vie des populations en AOC ;
- Offrir un espace d'échanges, de veille, d'orientation, de concertation, de renforcement des capacités et de partage des connaissances et expériences pour les services de conseil agricole et rural en AOC

Objectif général

Contribuer à l'amélioration des performances et de la durabilité des services de conseil agricole et rural.

Objectif spécifique

Favoriser les échanges entre les parties prenantes des services de conseil agricole et rural aux niveaux national et régional

Identification et programmation des sous-activités

Axe	Résultats	Activités	Sous activités	Responsabilité	2ans	5ans
A1 - Gestion des connaissances	<i>Une plateforme régionale facilitant l'accès des acteurs aux connaissances, bonnes pratiques et innovations agricoles et rurales utiles pour le développement de leurs activités est mise en place</i>	1.1 Animation d'une plateforme électronique régionale de gestion des innovations et connaissances	Elaboration d'une stratégie de communication et de gestion des connaissances -R&N-	R&N		
			Elaboration des méthodes et outils de gestion des connaissances			
			Extension de la couverture géographique et développement thématique en innovations et technologies -N&R-	R&N		
			Facilitation de la génération et de la diffusion des connaissances aux acteurs et partenaires -N&R-	R&N		
		1.2 Facilitation de la mise en place et consolidation des plateformes d'innovation -N&R-	Identification de l'existant et des besoins en matière de plateformes innovation;			
			Echange d'expériences et harmonisation des approches;			
A2 Renforcement des capacités	<i>R2. Les capacités d'autonomisation des acteurs (individuels et institutionnels) de SCAR sont renforcées leur permettant de participer plus efficacement au processus de développement en AOC</i>	2.1 Elaboration d'une stratégie régionale de renforcement de capacités des acteurs ; R	Identification des besoins en renforcement des capacités ;	N		
			Développement et mise en œuvre du plan de renforcement des capacités,	R&N		
		2.3 Adaptation des dispositifs du conseil agricole aux contextes et à ses évolutions	évaluation des dispositifs du conseil agricole			
		2.4 Professionnalisation du métier de conseiller et garantie de la qualité des services	Appui à l'élaboration du statut/profil du conseiller agricole (formel et informel)	R&N		

Légende : N. National ; R. Régional

Axe	Résultats	Activités	Sous activités	Responsabilité	2ans	5ans
A3 Plaidoyer et dialogue stratégique	<i>R3. Le potentiel des SCAR est mieux appréhendé et davantage pris en compte de façon adéquate comme une composante essentielle des initiatives sous régionales de développement</i>	3.1 Mise en évidence des effets et des impacts	Reconstitution de la situation de référence du conseil agricole	N		
			Analyse de l'impact du conseil agricole	N		
		3.2 Sensibilisation et communication sur le rôle des SCAR et les leviers à actionner pour mieux les mobiliser dans les opérations de développement;	Organisation des journées spéciales du conseil agricole/ participation a des évènements internationaux;	R&N		
			Analyse des priorités gouvernementales pour cibler le plaidoyer pour le conseil agricole dans ses priorités ;	N		
		3.3 Représentation et participation active des acteurs des SCAR aux cadres stratégiques d'élaboration et d'exécution des politiques et opérations de développement;	Identification des espaces et cadres de promotion du conseil agricole;			
			Prise en compte du conseil agricole dans les stratégies de développement de l'agriculture			
3.4 Création d'un environnement institutionnel favorable au développement des SCAR en AOC.	Encourager les initiatives de mobilisation des ressources au niveau des pays;					
A4. Réseau et partenaires	<i>R4. Les dynamiques de concertation et de partenariat entre les acteurs de SCAR sont facilitées et consolidées</i>	4.1 Appui à la création et consolidation des fora nationaux de SCAR et leur intégration au RESCAR;	Actualiser et partager le guide sur la mise en place et le renforcement d'un forum national	R		
			Appuyer les fora nationaux à jouer leur rôle	R		
			Evaluation périodique du fonctionnement des fora nationaux	R		
		4.2 Facilitation du partage et du dialogue entre les professionnels des SCAR et les autres acteurs et partenaires du développement agricole et rural;	Identifier les parties prenantes du Conseil Agricole aux niveaux national et international	R&N		
			Mettre en place un cadre de concertation des parties prenantes du conseil agricole	R&N		
			Développer de nouvelles initiatives de SCAR avec d'autres acteurs et partenaires de développement	R&N		

Légende : N. National ; R. Régional

Annexe 4. Résultats des travaux de groupe sur la structuration et gouvernance

There is a general agreement on the followings

- The CORAF/WECARD should host the RESCAR-AOC
- That a secretariat be established with the following offices : interim Executive Secretary, Programme officer, Information and Knowledge management officer
- There is a need for a biannual conference to discuss issues and challenges facing agriculture and rural advisory services in the WCA region
- Countries should appoint delegates to represent them at a General Assembly meeting to be held back to back with the biannual regional conference on RAS in WCA
- There is a need to have a steering committee
- The proposed mandate and functions of the different organs (GA, steering committee, and executive secretariat) are validated however there is a need to bring further precision on the obligations of members of different organs.

There is no agreement on the following

- The process of selecting the steering committee
- There is no agreement on the issue of having a General Assembly be open to all or not?
- Can the number be increased or not? Should it be removed totally or not?